

CONSEIL COMMUNAL DU 21 OCTOBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 21 OKTOBER 2024[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 16.09.24

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 16.09.24

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

2 Communication - Arrêté de police du 29.09.2024, prolongeant celui du 08.07.2024, portant interdiction temporaire à toute personne non-usagère effective des transports publics, de fréquenter les zones STIB et SNCB de la station "Mérode"

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, 134sexies, et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu les articles 42 et 109 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu les articles 1^{er}, 11, 43 et 44 du règlement général de police ;

Attendu que la station de métro Mérode, la gare de chemin de fer du même nom, ainsi que leurs voies d'accès, situées sur le territoire de la commune d'Etterbeek, sont actuellement fréquentées par des personnes qui s'y installent durablement aux fins, notamment, de consommer des drogues de différentes natures ;

Que les personnes dont question s'établissent, plus particulièrement, dans les parties fréquentées par les usagers du transport public, telles que les guichets, les portiques, les escalators, les quais, et autres parties spécialement dédiées à la clientèle ;

Attendu que, selon les rapports de police et les observations de l'autorité de police administrative, après visite sur place, les lieux sont le théâtre de faits de consommation de drogues au vu et au su des personnes qui fréquentent les stadons concernées ; Que cette acûvité est accompagnée, de façon fréquente, de troubles à l'ordre public sous l'influence ou non de substances ;

Attendu que, selon les mêmes rapports et observations, les lieux dont question sont jonchés, en de nombreux endroits, de détritus, déchets ou autres encombrants, notamment liés à la consommation de drogues, tels que cuillères usagées, feuilles d'aluminium, etc. ;

Attendu que la station de métro Mérode est située à proximité Immédiate de différentes écoles, à la fois primaires et secondaires, et qu'elle dessert un assez grand nombre de commerces et de lieux culturels ; Que la station précitée est, en conséquence, fréquentée par un public jeune et familial ;

Considérant qu'il n'est pas conforme à l'ordre public de permettre la consommation de drogue dans des lieux fréquentés par des enfants ou par des adolescents ; Qu'il est nécessaire, dans une société responsable, d'adopter les mesures adéquates de protection de ceux-ci face au fait de consommer de la drogue et à l'état physiologique qu'engendre une telle consommation ;

Considérant que la consommation de certaines drogues peut induire des actes qui troublent l'ordre public, du point de vue de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ; Qu'à cet égard, il est constaté que ce risque s'est concrétisé par des comportements inciviques voire dangereux pour le public qui fréquente les installations précitées ;

Considérant que la présence de déchets liés à la consommation de drogue constitue un risque accru pour la salubrité publique, dès lors que ceux-ci restent porteurs de substances actives ; Qu'il peut également en découler un risque pour la santé des personnes en termes de maladies transmissibles ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de d'obvier à ce risque, de prendre des mesures justifiées, raisonnables et proportionnées, sans omettre un

accompagnement socio-sanitaire des auteurs potentiels ;

Considérant qu'il apparaît adéquat, dans les espaces nécessairement empruntés par les usagers du transport public et définis par le présent arrêté, d'interdire la présence de personnes qui consomment ou qui, après ou avant consommation, persistent dans ces lieux spécifiques ,

Qu'il apparaît nécessaire, raisonnable et proportionné d'inclure à ces espaces les voies d'accès à la station de métro et à la gare depuis la voirie publique ou depuis les véhicules de transports publics, les espaces de vente et de validation des titres de transports, les espaces commerciaux, ainsi que les principaux lieux d'attente des usagers des transports publics ;

Que le présent arrêté ne vise ni ne permet, à lui seul, de permettre une interdiction intégrale aux installations de la STIB ou de la SNCB à Mérode ;

Considérant qu'une telle mesure d'interdiction doit, pour garantir une effectivité opérationnelle, viser toute personne qui n'est manifestement pas dans les lieux, à l'appréciation des services de police ou de l'autorité de police administrative, pour emprunter, comme voyageurs, les transports publics ; Que les personnes affalées, avachies ou endormies sont expressément et objectivement visées ;

Considérant que ladite interdiction est également motivée par la nécessité de protéger l'intégrité et la sécurité des personnes ; Que les zones d'interdiction visent, d'une part, les zones étroites au sein desquelles la présence de personnes compromettrait la sûreté et la commodité du passage de usagers des transports publics, notamment en période d'affluence, et, d'autre part, les zones où un risque de chute sur les voies est manifeste pour toute personne en état second ,

Considérant que cette mesure doit s'accompagner de mesures socio-sanitaires visant à accompagner les personnes visées par le présent arrêté, sans préjudice de la compétence des autorités compétentes et des services habilités ; Que les services de prévention et les services socio-sanitaires et d'aide à la personne doivent être mobilisés afin d'apporter l'aide la plus appropriée ;

Considérant que les gares, les stations de métro, comme les quais et autres accessoires des transports en commun, qu'ils soient souterrains ou en plein air, appartiennent à l'espace public •

Considérant qu'il est interdit de se livrer sur l'espace public, comme dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique et/ou compromettre la sûreté et la commodité du passage ; Qu'il est, notamment, interdit d'entraver, même partiellement, l'entrée des édifices publics ou privés, la progression des passants, ou de se montrer menaçant ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Considérant que, pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne le territoire de sa commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet ;

Considérant que toute personne se trouvant dans l'espace public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou des agents habilités à maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publique;

Considérant les observations des services de police, de la STIB et du service de prévention réalisées dans le cadre des mesures de police prises préalablement;

Considérant que la période des prochains mois incitera, vu la saison, les personnes susmentionnées à fréquenter de façon plus assidue la station Mérode;

Considérant les contacts réguliers avec le secteur associatif pour organiser un encadrement adéquat du public visé ;

ARRETE

Article 1^{er}

Interdiction est faite à toute personne qui n'est pas usager effectif et actuel des transports publics de stationner et/ ou de s'installer dans les zones suivantes :

- Au sein de la station STIB « Mérode » :
 - o Toute zone « payante » au-delà des portiques de sécurité ,
 - o La zone « non-payante » entre les entrées Yser, Tongres, Celtes et Gaulois ;
- Au sein de la station SNCB « Mérode » :
 - o Les quais ;
 - o Le tunnel passant sous les voies.

Les zones d'interdictions sont figurées en Annexe du présent arrêté.

Article 2

Ordre est donné à la police locale, sans préjudice de l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone sur leur propre territoire, de procéder à l'exécution du présent arrêté de police.

Article 3

Réquisition est faite à la police fédérale d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est transmis au directeur coordonnateur visé l'article 109 de la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 4

Réquisition est faite à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est notifié à son Directeur général.

Article 5

Réquisition est faite au service de Prévention de la commune d'Etterbeek de proposer un accompagnement adapté aux personnes visées à l'article premier et de les orienter vers les services spécialisés, en fonction des besoins identifiés

Article 6

Invitation est faite aux opérateurs associatifs et aux services spécialisés de poursuivre les actions conjointes pour une prise en charge optimale du public visé.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat jusqu'au 30 décembre 2024, date à laquelle une nouvelle évaluation sera faite par l'autorité de police administrative.

Article 8

Le présent arrêté est affiché aux différentes entrées des stations précitées.

Article 9

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 29 septembre 2024.

Mededeling - Politieverordening van 29.09.2024, ter verlenging van die van 08.07.2024, waarbij tijdelijk de toegang tot de zones van de MIVB en de NMBS in het station “Mérode” wordt ontzegd aan iedereen die niet daadwerkelijk gebruik maakt van het openbaar vervoer

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134sexies en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

Gelet op artikels 42 en 109 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus; gelet op artikels 1, 43 en 44 van het algemeen politiereglement;

Overwegende dat het metrostation Merode en het gelijknamige spoorwagstation, alsook de toegangswegen daartoe, gelegen in de gemeente Etterbeek, momenteel worden bezocht door personen die zich er permanent vestigen met name om er allerlei soorten drugs te gebruiken;

Dat de betrokken personen zich meer in het bijzonder vestigen in de zones die worden bezocht door de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals de loketten, de toegangspoortjes, de roltrappen, de perrons en andere zones die speciaal bestemd zijn voor de klanten;

Overwegende dat volgens de politierapporten en de waarnemingen van de bestuurlijke politieautoriteit, na een bezoek ter plaatse, in de lokalen drugs worden gebruikt in het volle zicht van de stationsbezoekers; dat deze activiteit vaak gepaard gaat met ordeverstoringen, al dan niet onder invloed van substanties;

Overwegende dat, volgens dezelfde rapporten en waarnemingen, de desbetreffende ruimten op vele plaatsen bezaaid zijn met afval, vuilnis of andere grofvuil die met name in verband worden gebracht met drugsgebruik, zoals gebruikte lepels, aluminiumfolie, enz.;

Overwegende dat het metrostation Merode zich in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen bevindt, zowel basisscholen als

secundaire scholen, en een vrij groot aantal handelszaken en culturele gelegenheden bedient; dat bovengenoemd station bijgevolg wordt bezocht door een jong publiek en gezinnen;

Overwegende dat het niet strookt met de openbare orde om het gebruik van drugs toe te staan op plaatsen waar kinderen of adolescenten komen; dat het in een verantwoordelijke samenleving noodzakelijk is passende maatregelen te nemen om hen te beschermen tegen het gebruik van drugs en de fysiologische toestand die dit gebruik teweegbrengt;

Overwegende dat het gebruik van bepaalde drugs kan leiden tot handelingen die de openbare orde verstoren vanuit het oogpunt van openbare rust, veiligheid en gezondheid; dat in dit verband is vastgesteld dat dit risico de vorm heeft aangenomen van onbeschaafd en zelfs gevaarlijk gedrag voor het publiek die de bovengenoemde faciliteiten bezoeken;

Overwegende dat de aanwezigheid van afval dat verband houdt met drugsgebruik een verhoogd risico vormt voor de volksgezondheid, voor zover dat afval actieve stoffen blijft bevatten; dat dit ook kan leiden tot een risico voor de volksgezondheid in termen van overdraagbare ziekten; overwegende dat, om dit risico weg te nemen, gerechtvaardigde, redelijke en proportionele maatregelen moeten worden genomen, zonder de sociale en gezondheidsondersteuning van potentiële daders uit het oog te verliezen;

Overwegende dat het passend lijkt om in de zones die noodzakelijkerwijs door gebruikers van het openbaar vervoer worden gebruikt en die in dit besluit worden vastgelegd, de aanwezigheid te verbieden van personen die consumeren of die na of voor consumptie in deze specifieke zones verblijven;

dat het noodzakelijk, redelijk en proportioneel lijkt om in deze zones de toegangswegen tot het metrostation en het station vanaf de openbare weg of vanaf openbaarvervoertuigen, de zones voor de verkoop en de validering van vervoerbewijzen, de commerciële zones, alsook de belangrijkste wachzones voor de gebruikers van het openbaar vervoer op te nemen;

dat dit besluit op zich niet tot doel heeft, noch toelaat, de installaties van de MIVB of de NMBS in Merode volledig te verbieden;

overwegende dat een dergelijke verbodsmaatregelen, om de operationele doeltreffendheid ervan te garanderen, gericht moet zijn tegen elke persoon die zich duidelijk niet in de lokalen bevindt, volgens de beoordeling van de politiediensten of de bestuurlijke politieautoriteit, om als passagier van het openbaar vervoer gebruik te maken; overwegende dat onderuitgezakte, slungelige of slapende personen uitdrukkelijk en objectief worden beoogd;

overwegende dat dit verbod eveneens wordt gemotiveerd door de noodzaak om de integriteit en de veiligheid van personen te beschermen; dat de verbodszones enerzijds gericht zijn op smalle zones waar de aanwezigheid van personen de veiligheid en de vlotte doorstroming van de gebruikers van het openbaar vervoer in het gedrang zou brengen, met name tijdens drukke perioden, en anderzijds voor zones waar voor eenieder die zich in een roes bevindt, een duidelijk risico bestaat om op het spoor te vallen;

overwegende dat deze maatregel vergezeld moet gaan van sociale en gezondheidsmaatregelen ter ondersteuning van de personen die onder dit besluit vallen, onverminderd de bevoegdheid van de bevoegde autoriteiten en de gemachtigde diensten; dat preventiediensten en sociale en gezondheidsdiensten moeten worden gemobiliseerd om de meest geschikte hulp te bieden;

overwegende dat stations, metrostations, perrons en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als in de open lucht, tot de openbare ruimte behoren;

overwegende dat het verboden is om in de openbare ruimte en op voor het publiek toegankelijke plaatsen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen; dat het in het bijzonder verboden is de toegang tot openbare of private gebouwen of de voortgang van voorbijgangers, zelfs gedeeltelijk, te belemmeren of zich bedreigend op te stellen;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen en politieverordeningen; dat hij de autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de lokale politie voor de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie onder het gezag staat van de burgemeester, die haar voor het grondgebied van zijn gemeente de daartoe noodzakelijke bevelen, instructies en richtlijnen kan geven;

overwegende dat elke persoon die zich in de openbare ruimte bevindt, onmiddellijk gevolg moet geven aan de bevelen of vorderingen van de politie of van ambtenaren die bevoegd zijn voor de handhaving van de openbare veiligheid, rust, netheid en/of gezondheid;

gelet op de waarnemingen van de politie, de MIVB en de dienst Preventie in het kader van de vorige politiebepalingen;

overwegende dat in de periode van de volgende maanden, gezien het seizoen, de bovenvermelde mensen het station Merode zeker meer zullen bezoeken;

overwegende dat er regelmatig contact is met de verenigingssector om adequate begeleiding voor de doelgroep te voorzien;

BESLUIT

Artikel 1

Het is iedereen die geen gebruiker is van het openbaar vervoer verboden zich op te houden en/ of zich te installeren in de volgende zones:

- Binnen het MIVB-station "Merode";

- o Elke "betalende" zone voorbij de veiligheidspoortjes;
- o De "niet-betalende" zone tussen de ingangen IJzer, Tongeren, Kelten en Galliërs;
- Binnen het NMBS-station "Merode":
 - o De perrons;
 - o De tunnel onder de sporen.

De verboden zones worden weergegeven in bijlage bij dit besluit.

Artikel 2

Onverminderd de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone op hun eigen grondgebied, krijgt de lokale politie de opdracht om dit politiebepaalt uit te voeren.

Artikel 3

De federale politie wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat wordt overgemaakt aan de coördinerend directeur bedoeld in artikel 109 van de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 4

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB) wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat ter kennis zal worden gebracht van haar algemeen directeur.

Artikel 5

De dienst Preventie van Etterbeek wordt gevorderd om de in het eerste artikel bedoelde personen passende ondersteuning te bieden en hen, afhankelijk van de vastgestelde behoeften, door te verwijzen naar gespecialiseerde diensten.

Artikel 6

De verenigingsactoren en de gespecialiseerde diensten worden uitgenodigd om hun gezamenlijke acties voor te zetten met het oog op een optimale opvang van de doelgroep.

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking met onmiddellijke ingang tot 30 december 2024, datum waarop een nieuwe evaluatie zal worden gemaakt door de bestuurlijke politieautoriteit.

Artikel 8

Dit besluit wordt opgehangen aan de verschillende ingangen van bovengenoemde stations.

Artikel 9

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot moet, op straffe van nietontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Genomen in Etterbeek op 27 september 2024.

2 annexes / 2 bijlagen

20240927_Merode_prolongation NL.pdf, 20240927_prolongation F.pdf

Contentieux - Geschillen

3 Propreté de la place Jourdan - Règlement - Approbation

Le Conseil communal,

Vu le règlement pour la propreté de la Place Jourdan approuvé par le Conseil communal en sa séance du 17.09.2018 ;

Considérant que la collecte des déchets résiduels des établissements HORECA reste problématique ;

Considérant qu'une solution consisterait à rendre obligatoire les dépôts dans des conteneurs ;

Considérant qu'il convient dès lors de modifier le règlement susvisé en y ajoutant cette obligation ;

Décide d'adopter le règlement qui suit :

Article 1. Définitions.

Périmètre de la place Jourdan : le périmètre formé par les immeubles rue Froissart 3, rue du Cornet 2, rue du Cornet 3, Rue Général Leman 4, Place Jourdan 34, Chaussée Saint-Pierre 3, Chaussée de Wavre 398, Chaussée de Wavre 363, rue Gray 5, Chaussée de Wavre 357, Chaussée de Wavre 390, Place Jourdan 70, place Jourdan 1.

Déchets résiduels : déchets autres que les ceux destinés à la collecte sélective papier/carton, PMC, ou organiques

Article 2. Champ d'application.

Le présent règlement s'applique uniquement aux commerçants dont l'activité se situe dans le périmètre de la Place Jourdan. Il est également applicable aux marchands ambulants et aux maraîchers.

Article 3. Nettoyage mensuel de la place Jourdan.

Le 1er lundi de chaque mois (si ce jour tombe un jour férié, ce sera le 1er jour ouvrable suivant), sera réalisé un grand nettoyage de l'ensemble de la place Jourdan, à l'eau, et si nécessaire avec un produit adéquat. A cette fin, les commerçants qui disposent d'une autorisation d'occupation de terrasse devront libérer la surface d'emprise de leur terrasse de 7h00 à 11h00. Les titulaires de ces autorisations qui s'abstiendront de dégager dans les temps l'espace à nettoyer seront considérés comme en infraction par rapport à l'autorisation obtenue.

Article 4. Collecte commerciale de déchets résiduels – conteneurs

Les déchets résiduels des établissements HORECA, faisant l'objet de collectes organisées via des contrats commerciaux **doivent obligatoirement être disposés dans des conteneurs**. Si un établissement ne dispose pas de l'espace nécessaire pour stocker ces conteneurs, il doit en apporter la preuve au service urbanisme compétent. Seuls les établissements ayant reçu une dérogation explicite du service urbanisme peuvent être exemptés de cette obligation. Les marchands ambulants et les maraîchers sont présumés remplir les conditions d'obtention de la dérogation visée par le présent article.

Article 5. Collecte commerciale de déchets résiduels - Sacs.

Pour les établissements ayant fourni la preuve mentionnée à l'article 4 et ayant obtenu une dérogation, les déchets résiduels devront être disposés dans un sac plastique épais mis à la disposition de ces établissements par l'administration communale. Ce sac devra, lui-même, être placé dans le sac réglementaire prévu dans le contrat de collecte commerciale, avant d'être déposé à l'endroit autorisé pour ladite collecte.

Dès le 01/03/2019, une amende administrative, d'un montant maximal de 350 € (montant qui pourra être doublé en cas de récidive), pourra être infligée par sac réglementaire déposé en contravention avec les dispositions ci-dessus.

Cet article ne concerne pas les commerçants utilisant des conteneurs pour lesdits déchets.

Article 6. Autres réglementations.

Le présent règlement est adopté sans préjudice de la réglementation édictée par les niveaux de pouvoirs

supérieurs, ni de celle édictée par la commune, et notamment le règlement général de police (RGP), le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public et le règlement-taxi sur le nettoyage du domaine public.

Netheid op het Jourdanplein - Reglement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

Gelet op het reglement voor de netheid op het Jourdanplein, goedgekeurd door de gemeenteraad tijdens de zitting van 17.09.2018;

Overwegende dat de restafvalinzameling van de horecazaken problematisch blijft;

Overwegende dat een oplossing bestaat in het verplicht maken van containers;

Overwegende dat het dus voldoet het voornoemde reglement aan te passen en deze verplichting toe te voegen;

Besluit het onderstaande reglement goed te keuren:

Artikel 1. Definities.

Perimeter van het Jourdanplein: de perimeter die gevormd wordt door de gebouwen Froissartstraat 3, Hoornstraat 2, Hoornstraat 3, Generaal Lemanstraat 4, Jourdanplein 34, Sint-Pieterssteenweg 3, Waversesteenweg 398, Waversesteenweg 363, Graystraat 5, Waversesteenweg 357, Waversesteenweg 390, Jourdanplein 70, Jourdanplein 1.

Restafval: het afval dat niet bestemd is voor selectieve ophaling zoals papier/karton, PMD en organisch afval.

Artikel 2. Toepassingsgebied.

Onderhavig reglement is enkel van toepassing op de handelaars die hun activiteiten uitoefenen binnen de perimeter van het Jourdanplein. Het is ook van toepassing op de marktkramers.

Artikel 3. Maandelijks schoonmaak van het Jourdanplein.

Elke eerste maandag van de maand (en als dat een feestdag is de eerst volgende werkdag) wordt het volledige Jourdanplein grondig schoongemaakt met water en indien nodig met een aangepast product. Handelaars met een terrasvergunning moeten daartoe de oppervlakte die ingenomen wordt door hun terras vrijmaken tussen 7.00 uur en 11.00 uur. Vergunningshouders die na laten om de ruimte die schoongemaakt moet worden tijdig vrij te maken worden beschouwd als zijnde in overtreding met de vergunning die zij hebben verkregen.

Artikel 4. Commerciële restafvalophaling - containers

Het restafval van de horecazen, waarvan de ophaling geregeld wordt via commerciële contracten, moet verplicht in een container aangeboden worden. Indien een zaak niet over de nodige ruimte beschikt om deze containers te stockeren, moet de handelaar dat bewijzen bij de bevoegde dienst stedenbouw. Enkel de zaken die een expliciete ontheffing van de dienst stedenbouw hebben gekregen, kunnen van deze verplichting vrijgesteld worden. De marktkramers worden verondersteld aan de voorwaarden te voldoen die werden vastgelegd in dit artikel om een ontheffing te bekomen.

Artikel 5. Commerciële ophaling van restafval – Zakken.

Het restafval van de horecazen, waarvan de ophaling geregeld wordt via commerciële contracten, moet in een stevige plastic zak worden gestoken die het gemeentebestuur ter beschikking stelt. Die zak moet op zijn beurt in de reglementaire zak gestoken worden die voorzien is in het contract voor de commerciële ophaling alvorens hij buitengezet wordt op de toegestane plaats voor de ophaling.

Vanaf 01/03/2019 kan een administratieve boete, van een maximumbedrag van 350 euro (bedrag dat kan worden verdubbeld in geval van recidive), opgelegd worden per reglementaire zak die neergezet wordt in overtreding met de bovenstaande alinea.

Dit artikel heeft geen betrekking op de handelaars die containers gebruiken voor hun restafval.

Artikel 6. Andere bepalingen.

Dit reglement wordt aangenomen zonder afbreuk te doen aan de reglementering afgekondigd door de hogere

machtsniveau's noch door de gemeente, en in het bijzonder het algemeen politiereglement (ARP), het reglement betreffende de openbare markten en de organisatie van ambulante activiteiten op markten en het openbaar domein, het belastingreglement op het reinigen van het openbaar domein en andere reglementen.

1 annexe / 1 bijlage

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_34974.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

4 Affaires générales - Enseignement communal fondamental ordinaire (LA FARANDOLE-LES MARRONNIERS) - Avenant à la convention de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'école en Région Bruxelloise - Adoption (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23/01/2023 adoptant la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/Complexe_Farandole&Marronniers /Opé_Ré-crée et ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à l'école LA FARANDOLE-LES MARRONNIERS pour végétaliser sa cour dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'écoles en Région bruxelloise ;

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement du projet, il convient de modifier certains points de la convention, notamment les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations), selon les termes repris dans l'avenant (ci-dessous) à la convention, tel que transmis par Bruxelles Environnement ;

DÉCIDE

D'adopter l'avenant (ci-dessous) à la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/Complexe_Farandole&Marronniers /Opé_Ré-crée, tel que transmis par Bruxelles Environnement :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/Complexe_Farandole&Marronniers /Opé_Ré-crée AVENANT

Entre, d'une part,

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles

Représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

Ci-après dénommé "BE".

Et, d'autre part,

Le Complexe scolaire « La Farandole » & « Les Marronniers »

Dont le siège est situé Chaussée Saint-Pierre 193, 1040 Bruxelles,

Représenté par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale

Ci-après dénommée «le bénéficiaire ».

APRÈS AVOIR EXPOSE QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Durée de la mission

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le **01/01/2023** et est prolongée jusqu'au **20/12/2025**.

Article 2 - Modalités de liquidations

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra

- un rapport final rendant compte du déroulement des travaux,
- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser,
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard le **20 décembre 2025** de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »:

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement (school@environnement.brussels)
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels.

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 3 - Entrée en vigueur

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le __/__/__

Pour Bruxelles Environnement,

Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe

Pour le bénéficiaire,

Vincent DE WOLF

Bourgmestre

Annick PETIT

Secrétaire communale

Gemeentelijk gewoon basisonderwijs (LA FARANDOLE-LES MARRONNIERS) - Aanhangsel bij de subsidieovereenkomst in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen van scholen in het Brussels Gewest - Goedkeuring (Aanvullend)

De gemeenteraad,

overwegende dat, met het oog op het goede verloop van het project, bepaalde punten van de overeenkomst moeten worden gewijzigd, met name artikel 3 (Duur van de opdracht) en artikel 8 (Betalingsvoorwaarden), overeenkomstig de bepalingen van het (onderstaande) aanhangsel bij de overeenkomst, zoals ingediend door Leefmilieu Brussel;

gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 3 - In werking trekking

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op __/__/__

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF

Adjunct Directrice-generaal

Voor de begunstigde

Vincent DE WOLF

Burgemeester

Annick PETIT

Gemeentesecretaris

1 annexe / 1 bijlage

SUB_Opé Ré-cr  _2022_Avenant_Convention_La Farandole.pdf

5 Arrêté ministériel octroyant une subvention à la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'appel "Mobilité durable, Volet A 'Vivre la ville' »

Le Conseil communal,

Considérant l'introduction en mars 2024, auprès de Bruxelles Mobilité, d'une demande de subsides concernant l'organisation d'activités de sensibilisation à la marche et au vélo (testing de vélos électriques, Be Bright, création et formation d'un pool cycliste) ;

Vu l'accord de principe de la subvention donné par Madame la Ministre chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière relatif à l'organisation de ces actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel « Mobilité durable, Volet A 'Vivre la ville' » ;

Considérant que la subvention couvre la période du 22/03/2024 au 31/12/2024;

Considérant que la Région bruxelloise subsidie ces actions de sensibilisation pour un montant de 19.951,00 à ;

Vu le projet d'Arrêté ministériel afin d'obtenir lesdits subsides ;

Décide de prendre connaissance de l'obtention d'un subside de 19.951,00 à pour des actions de sensibilisation en lien avec la mobilité:

Arrêté ministériel octroyant une subvention de 19.951,00 EUR à la commune d'Etterbeek pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel "Mobilité durable, Volet A 'Vivre la ville'" en 2024.

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 15 et 92 à 95 ;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2023 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 14  , modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 3 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le ...

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le ...

Considérant les objectifs et les actions du Plan Régional de Mobilité "Good Move" approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à encourager l'utilisation du mode de déplacement le plus approprié pour chaque déplacement à

effectuer ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au devoir d'exemplarité de l'administration régionale en matière de gestion de la mobilité et sa vocation à encourager les communes dans ce sens ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à établir un partenariat constructif avec les 19 communes et à les soutenir et les accompagner dans la mise en œuvre concertée et cohérente des actions (GOOD PARTNER) ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au report modal vers le vélo ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au développement de conditions favorisant un transfert de l'utilisation de la voiture privée vers les modes actifs ;

Considérant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale, les articles 47 et 66, §2 ;

Arrête :

Article 1er.

Une subvention de 19.951,00 EUR est octroyée à la commune d'Etterbeek, Avenue des Casernes 31/1 , 1040 Etterbeek, ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

Ce montant sera versé sur le compte n° BE54 0910 0014 2697 du bénéficiaire.

Afin de prévenir les malversations, en cas de création ou modification de coordonnées bancaires, une attestation du bénéficiaire doit être envoyée à bmsubvention@sprb.brussels.

Art. 2.

La présente subvention sera imputée à l'allocation de base 17.002.27.01.4322 du Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024, dans la limite des crédits disponibles.

La subvention est gérée par la Direction Mobilité et Sécurité routière de Bruxelles Mobilité.

Art. 3.

La subvention concerne l'organisation de la promotion du vélo - Evénements de prévention et de sensibilisation à la sécurité routière avec testing vélos.

La subvention couvre la période du 22/03/2024 au 31/12/2024.

Art. 4.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- frais de matériel
- frais de sous-traitance/tiers/honoraires
- frais de loyers et charges locatives
- frais de nourriture

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le libellé et l'année du projet doivent cependant être repris par la société émettrice sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Art. 5.

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Art. 6.

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une première tranche de 11.970,60 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le solde de 7.980,40 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- du dossier complet de justificatifs envoyé à aldepeint@sprb.brussels (+ swalschap@sprb.brussels en copie) comprenant :
 - une copie de la déclaration de créance
 - le rapport financier (établi selon le modèle fourni) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par l'arrêté qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
 - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni)
 - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni)
 - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 30/06/2025 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Art. 7.

Tout paiement en exécution du présent arrêté n'a pas pour conséquence de créer dans le chef du bénéficiaire un droit inconditionnel à l'octroi de la subvention, chaque versement étant liquidé à titre de provision.

Le bénéficiaire de la subvention mettra à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de la subvention.

La partie non justifiée de la subvention telle qu'elle apparaîtrait dans les comptes remis à l'appui de la demande de liquidation du solde de la subvention devra être remboursée à la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 8.

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le bénéficiaire de la présente subvention engage et gère son personnel sous sa seule responsabilité.

La Région de Bruxelles-Capitale ne peut être rendue responsable de tout dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de l'opération décrite à l'article 3.

Art. 9.

La présente subvention est soumise à toutes les dispositions contenues dans l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment ses articles 92 à 95. Toutes les obligations mises à charge du bénéficiaire par le présent arrêté constituent des conditions au sens de l'article 94 de l'ordonnance précitée, tout comme le respect intégral des dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution de l'objet de la présente subvention, en particulier la réglementation des marchés publics lorsqu'elle est applicable.

Art. 10.

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant au plus tard 8 semaines avant la fin de la période de couverture de la subvention.

Art. 11.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

Elke VAN DEN BRANDT

Ministerieel besluit houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel A 'De stad beleven'"

De gemeenteraad,

overwegende dat in maart 2024 bij Brussel Mobiliteit een subsidieaanvraag werd ingediend met betrekking op de organisatie van sensibiliseringsacties om zich te voet of met de fiets te verplaatsen (testen van elektrische fietsen, Be Bright, oprichting en training van een fietspool);

gelet op het principeakkoord voor de subsidie van de minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid voor de organisatie van deze sensibiliseringsacties in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel A 'De stad beleven'";

overwegende dat de subsidie de periode van 22/03/2024 t.e.m. 31/12/2024 dekt;

overwegende dat het Brussels Gewest de sensibiliseringsacties subsidieert voor een bedrag van 19.951,00 euro;

gelet op het ontwerp van het ministerieel besluit om die subsidies te krijgen;

Beslist kennis te nemen van de toekenning van een subsidie van 19.951,00 euro voor sensibiliseringsacties in verband met mobiliteit :

Ministerieel besluit houdende toekenning van een subsidie van 19.951,00 EUR aan de gemeente Etterbeek voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel A 'De stad beleven'" in 2024.

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 15 en 92 tot 95;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2024;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 14°, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op ...

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op ...

Overwegende de doelstellingen en de acties van het Gewestelijk Mobiliteitsplan 'Good Move' dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om het gebruik van de meest geschikte verplaatsingswijze aan te moedigen voor elk van de uit te voeren verplaatsingen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' met betrekking tot de plicht van de gewestelijke administratie om het voorbeeld te geven op het gebied van mobiliteitsbeheer en haar opdracht om de gemeenten in die richting aan te moedigen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om een constructief partnerschap met de 19 gemeenten te ontwikkelen en hen te ondersteunen en te begeleiden bij de gezamenlijke en coherente uitvoering van de acties (GOOD PARTNER);

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' betreffende de modal shift naar het gebruik van de fiets;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om de voorwaarden te ontwikkelen die het mogelijk maken het gebruik van de personenwagen te doen kantelen naar de actieve modi;

Overwegende de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende de begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de uitvoering van de begroting van de gewestelijke entiteit, artikelen 47 en 66, §2;

Besluit:

Artikel 1.

Er wordt een subsidie van 19.951,00 EUR toegekend aan de gemeente Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, hierna genoemd "de begunstigde".

Dit bedrag wordt gestort op het rekeningnummer BE54 0910 0014 2697 van de begunstigde.

Om oplichting te voorkomen moet er in geval van aanmaak of wijziging van bankgegevens een verklaring van de begunstigde verstuurd worden naar bmsubsidies@gob.brussels.

Art. 2.

Deze subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.002.27.01.4322 van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest voor het begrotingsjaar 2024, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten.

De subsidie wordt beheerd door de Directie Mobiliteit en Veervoer van Brussel Mobiliteit.

Art. 3.

De subsidie heeft betrekking op de organisatie van fietspromotie - Evenementen voor preventie en sensibilisering van verkeersveiligheid met testen van fietsen.

De subsidie dekt de periode van 22/03/2024 t.e.m. 31/12/2024.

Art. 4.

De subsidie kan aangewend worden voor de volgende uitgaven:

- materiaalkosten
- kosten voor onderaanneming / derden / honoraria
- huurkosten en huurlasten
- kosten voor voeding

Komen in aanmerking, de facturen met betrekking tot verrichte leveringen of verstrekte prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het mogelijk maken om het soort kosten duidelijk te identificeren, en dit ongeacht de datum van de factuur. Het opschrift en het jaar van het project moeten evenwel door het uitgevende bedrijf vermeld worden op alle buiten de dekkingsperiode uitgegeven facturen.

Art. 5.

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel naleeft, die beschikbaar is bij info@gob.brussels.

Art. 6.

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

Een eerste schijf van 11.970,60 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het saldo van 7.980,40 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het volledige dossier met verantwoordingsstukken, te versturen naar aldepeint@gob.brussels (+ swalschap@gob.brussels in kopie), dat het volgende omvat:
 - een kopie van de schuldvordering
 - het financiële verslag (opgesteld volgens het bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin het besluit voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
 - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het bezorgde model)
 - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het bezorgde model)
 - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam "Brussel Mobiliteit" vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 30/06/2025 worden ingediend volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De betaling van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde, voor een soortgelijke subsidie die hij eerder heeft ontvangen, zijn situatie niet heeft geregulariseerd, indien van toepassing.

Art. 7.

De in uitvoering van dit besluit verrichte betalingen hebben niet tot gevolg dat de begunstigde het onvoorwaardelijke recht op de toekenning van de subsidie verworven heeft, aangezien elke storting als een voorschot beschouwd wordt.

De begunstigde dient de algemene en boekhoudkundige stukken die nodig zijn voor de controle op de aanwending van de subsidie, ter

beschikking te stellen van het Gewest of van elke door het Gewest gemachtigde persoon, alsook van het Rekenhof.

Indien uit de rekeningen voorgelegd ter staving van de aanvraag tot uitbetaling van het saldo van de subsidie zou blijken dat een gedeelte van deze subsidie niet verantwoord werd, dient dit gedeelte aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest terugbetaald te worden.

Art. 8.

Onverminderd de bepalingen van dit besluit wordt het personeel van de begunstigde van deze subsidie door hem/haar aangeworven en beheerd, onder zijn/haar uitsluitende aansprakelijkheid.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan niet aansprakelijk worden gesteld voor enige schade berokkend aan derden bij de uitvoering van de in artikel 3 omschreven actie.

Art. 9.

De huidige subsidie is onderworpen aan alle bepalingen die vermeld staan in de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 92 tot 95. Alle verplichtingen die dit besluit oplegt aan de begunstigde en de integrale naleving van wettelijke alsook reglementaire bepalingen toepasselijk op de uitvoering van het voorwerp van de huidige subsidie, in het bijzonder de regelgeving inzake overheidsopdrachten als ze van toepassing is, vormen voorwaarden zoals bedoeld in artikel 94 van de voormelde ordonnantie.

Art. 10.

Voor elk verzoek om wijziging (de dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van bewijsstukken, de verdeling van de begroting over de verschillende uitgavenposten) moet uiterlijk 8 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie een wijzigingsverzoek worden ingediend.

Art. 11.

Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het ondertekend wordt.

Brussel,

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

Elke VAN DEN BRANDT

2 annexes / 2 bijlagen

Mail de notification_volet A vivre la ville_SUP24.1106.pdf, SUP24.1106_Etterbeek_ArrMin.pdf

6 Arrêté ministériel octroyant une subvention à la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'appel « Mobilité durable, Volet D 'Cyclologistique communale' »

Le Conseil communal,

Considérant l'introduction en mars 2024, auprès de Bruxelles Mobilité, d'une demande de subsides concernant l'achat de vélos de service pour le Rinsdelle et la Prévention (4 vélos à assistance électrique, un vélo-cargo, une remorque pour vélo-cargo et des équipements) ;

Vu l'accord de principe de la subvention donné par Madame la Ministre chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière relatif à l'organisation de l'action « Cyclologistique communale « Propreté » et « Prévention » » ;

Considérant que la subvention couvre la période du 22/03/2024 au 22/03/2026 ;

Considérant que la Région bruxelloise subsidie cette action pour un montant de 25.000,00 € ;

Vu le projet d'Arrêté ministériel afin d'obtenir lesdits subsides ;

Décide de prendre connaissance de l'obtention d'un subside de 25.000,00€ pour l'action cyclologistique communale:

Arrêté ministériel octroyant une subvention de 25.000,00 EUR à la commune d'Etterbeek pour l'organisation de actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel "Mobilité durable, Volet D 'Cyclologistique communale'" en 2024 et 2025.

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 15 et 92 à 95 ;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2023 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 14°, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du

Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 3 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le ...

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le ...

Considérant les objectifs et les actions du Plan Régional de Mobilité "Good Move" approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à encourager l'utilisation du mode de déplacement le plus approprié pour chaque déplacement à effectuer ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au devoir d'exemplarité de l'administration régionale en matière de gestion de la mobilité et sa vocation à encourager les communes dans ce sens ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à établir un partenariat constructif avec les 19 communes et à les soutenir et les accompagner dans la mise en œuvre concertée et cohérente des actions (GOOD PARTNER) ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à réduire et à optimiser la circulation des véhicules transportant des marchandises dans et hors de la ville ;

Considérant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale, les articles 47 et 66, §2 ;

Arrête :

Article 1er.

Une subvention de 25.000,00 EUR est octroyée à la commune d'Etterbeek, Avenue des Casernes 31/1 , 1040 Etterbeek, ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

Ce montant sera versé sur le compte n° BE54 0910 0014 2697 du bénéficiaire.

Afin de prévenir les malversations, en cas de création ou modification de coordonnées bancaires, une attestation du bénéficiaire doit être envoyée à bmsubvention@sprb.brussels.

Art. 2.

La présente subvention sera imputée à l'allocation de base 17.002.27.01.4322 du Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024, dans la limite des crédits disponibles.

La subvention est gérée par la Direction Mobilité et Sécurité routière de Bruxelles Mobilité.

Art. 3.

La subvention concerne l'organisation de l'action "Cyclologistique communale « Propreté » et « Prévention »".

La subvention couvre la période du 22/03/2024 au 22/03/2026.

Art. 4.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- frais de matériel
- frais de sous-traitance/tiers/honoraires

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le libellé et l'année du projet doivent cependant être repris par la société émettrice sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Art. 5.

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Art. 6.

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une première tranche de 15.000,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le solde de 10.000,00 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- du dossier complet de justificatifs envoyé à aldepeint@sprb.brussels (+ swalschap@sprb.brussels en copie) comprenant :
 - une copie de la déclaration de créance
 - le rapport financier (établi selon le modèle fourni) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par l'arrêté qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
 - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni)
 - la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni)
 - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni)
 - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 22/09/2026 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Art. 7.

Tout paiement en exécution du présent arrêté n'a pas pour conséquence de créer dans le chef du bénéficiaire un droit inconditionnel à l'octroi de la subvention, chaque versement étant liquidé à titre de provision.

Le bénéficiaire de la subvention mettra à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de la subvention.

La partie non justifiée de la subvention telle qu'elle apparaîtrait dans les comptes remis à l'appui de la demande de liquidation du solde de la subvention devra être remboursée à la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 8.

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le bénéficiaire de la présente subvention engage et gère son personnel sous sa seule responsabilité.

La Région de Bruxelles-Capitale ne peut être rendue responsable de tout dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de l'opération décrite à l'article 3.

Art. 9.

La présente subvention est soumise à toutes les dispositions contenues dans l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment ses articles 92 à 95. Toutes les obligations mises à charge du bénéficiaire par le présent arrêté constituent des conditions au sens de l'article 94 de l'ordonnance précitée, tout comme le respect intégral des dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution de l'objet de la présente subvention, en particulier la réglementation des marchés publics lorsqu'elle est applicable.

Art. 10.

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant au plus tard 8 semaines avant la fin de la période de couverture de la subvention.

Art. 11.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

Elke VAN DEN BRANDT

Ministerieel besluit houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel D 'Cyclo-logistiek in de gemeenten'"

De gemeenteraad,

overwegende dat in maart 2024 bij Brussel Mobiliteit een subsidieaanvraag werd ingediend met betrekking op de aankoop van dienstfietsen voor Rinsdelle en Preventie (4 elektrische fietsen, een bakfiets, een fietskar voor bakfiets en uitrusting);

gelet op het principeakkoord voor de subsidie van de minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid voor de organisatie van de actie "Gemeentelijke cyclologistics 'nethed' en 'preventie'";

overwegende dat de subsidie de periode van 22/03/2024 t.e.m. 22/03/2026 dekt;

overwegende dat het Brussels Gewest de actie subsidieert voor een bedrag van 25.000,00 euro;

gelet op het ontwerp van het ministerieel besluit om die subsidies te krijgen;

Beslist kennis te nemen van de toekenning van een subsidie van 25.000,00 euro voor de actie Gemeentelijke cyclologistics:

Ministerieel besluit houdende toekenning van een subsidie van 25.000,00 EUR aan de gemeente Etterbeek voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel D 'Cyclo-logistiek in de gemeenten'" in 2024 et 2025.

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 15 en 92 tot 95;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2024;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 14°, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op ...

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op ...

Overwegende de doelstellingen en de acties van het Gewestelijk Mobiliteitsplan 'Good Move' dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om het gebruik van de meest geschikte verplaatsingswijze aan te moedigen voor elk van de uit te voeren verplaatsingen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' met betrekking tot de plicht van de gewestelijke administratie om het voorbeeld te geven op het gebied van mobiliteitsbeheer en haar opdracht om de gemeenten in die richting aan te moedigen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om een constructief partnerschap met de 19 gemeenten te ontwikkelen en hen te ondersteunen en te begeleiden bij de gezamenlijke en coherente uitvoering van de acties (GOOD PARTNER);

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om de bewegingen van voertuigen die goederen vervoeren in en naar de stad te verminderen en te optimaliseren;

Overwegende de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende de begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de uitvoering van de begroting van de gewestelijke entiteit, artikelen 47 en 66, §2;

Besluit:

Artikel 1.

Er wordt een subsidie van 25.000,00 EUR toegekend aan de gemeente Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, hierna genoemd "de begunstigde".

Dit bedrag wordt gestort op het rekeningnummer BE54 0910 0014 2697 van de begunstigde.

Om oplichting te voorkomen moet er in geval van aanmaak of wijziging van bankgegevens een verklaring van de begunstigde verstuurd worden naar bmsubsidies@gob.brussels.

Art. 2.

Deze subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.002.27.01.4322 van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2024, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten.

De subsidie wordt beheerd door de Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid van Brussel Mobiliteit.

Art. 3.

De subsidie heeft betrekking op de organisatie van de actie "Gemeentelijke cyclologistics 'netheid' en 'preventie'.

De subsidie dekt de periode van 22/03/2024 t.e.m. 22/03/2026.

Art. 4.

De subsidie kan aangewend worden voor de volgende uitgaven:

- materiaalkosten
- kosten voor onderaanneming / derden / honoraria

Komen in aanmerking, de facturen met betrekking tot verrichte leveringen of verstrekte prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het mogelijk maken om het soort kosten duidelijk te identificeren, en dit ongeacht de datum van de factuur. Het opschrift en het jaar van het project moeten evenwel door het uitgevende bedrijf vermeld worden op alle buiten de dekkingsperiode uitgegeven facturen.

Art. 5.

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel naleeft, die beschikbaar is bij info@gob.brussels.

Art. 6.

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

Een eerste schijf van 15.000,00 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het saldo van 10.000,00 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het volledige dossier met verantwoordingsstukken, te versturen naar aldepeint@gob.brussels (+ swalschap@gob.brussels in kopie), dat het volgende omvat:
 - een kopie van de schuldvordering
 - het financiële verslag (opgesteld volgens het bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin het besluit voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
 - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het bezorgde model)
 - de verklaring op erewoord met betrekking tot de personeelskosten (opgesteld volgens het bezorgde model)
 - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het bezorgde model)
 - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam "Brussel Mobiliteit" vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 22/09/2026 worden ingediend volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De betaling van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde, voor een soortgelijke subsidie die hij eerder heeft ontvangen, zijn situatie niet heeft geregulariseerd, indien van toepassing.

Art. 7.

De in uitvoering van dit besluit verrichte betalingen hebben niet tot gevolg dat de begunstigde het onvoorwaardelijke recht op de toekenning van de subsidie verworven heeft, aangezien elke storting als een voorschot beschouwd wordt.

De begunstigde dient de algemene en boekhoudkundige stukken die nodig zijn voor de controle op de aanwending van de subsidie, ter beschikking te stellen van het Gewest of van elke door het Gewest gemachtigde persoon, alsook van het Rekenhof.

Indien uit de rekeningen voorgelegd ter staving van de aanvraag tot uitbetaling van het saldo van de subsidie zou blijken dat een gedeelte van deze subsidie niet verantwoord werd, dient dit gedeelte aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest terugbetaald te worden.

Art. 8.

Onverminderd de bepalingen van dit besluit wordt het personeel van de begunstigde van deze subsidie door hem/haar aangeworven en beheerd, onder zijn/haar uitsluitende aansprakelijkheid.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan niet aansprakelijk worden gesteld voor enige schade berokkend aan derden bij de uitvoering van de in artikel 3 omschreven actie.

Art. 9.

De huidige subsidie is onderworpen aan alle bepalingen die vermeld staan in de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 92 tot 95. Alle verplichtingen die dit besluit oplegt aan de begunstigde en de integrale naleving van wettelijke alsook reglementaire bepalingen toepasselijk op de uitvoering van het voorwerp van de huidige subsidie, in het bijzonder de regelgeving inzake overheidsopdrachten als ze van toepassing is, vormen voorwaarden zoals bedoeld in artikel 94 van de voormelde ordonnantie.

Art. 10.

Voor elk verzoek om wijziging (de dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van bewijsstukken, de verdeling van de begroting over de verschillende uitgavenposten) moet uiterlijk 8 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie een wijzigingsverzoek worden ingediend.

Art. 11.

Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het ondertekend wordt.

Brussel,

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

Elke VAN DEN BRANDT

2 annexes / 2 bijlagen

SUP24.1108_Etterbeek_ArrMin.clot.pdf, Mail de notification_volet D Cyclologistique communale_SUP24.1108.pdf

7 Consolidation du Plan d'Actions Climat communal - Convention avec Bruxelles Environnement - Approbation

Le Conseil communal,

Considérant que la Commune d'Etterbeek s'est engagée à renforcer ses ambitions climatiques au travers de plusieurs démarches et conventions telles que l'Agenda 21, la motion déclarant l'urgence climatique et écologique, la signature de la Convention des Maires, le Projet Budget Carbone ou sa Note d'Orientation Politique ;

Vu que la commune a bénéficié d'un premier subside de 140.000€ dans le cadre de l'Appel à Projet Action Climat ayant pour but la mise en place d'un Plan d'Action Climat communal en permettant l'engagement d'un.e coordinateur.trice climat sur une période de 2 ans ;

Considérant que la phase d'élaboration du Plan d'Actions Climat est en cours de finalisation et que la Convention avec Bruxelles Environnement relative à ce premier subside se termine fin décembre 2024 ;

Considérant l'introduction d'un dossier de candidature à l'appel à projets Action Climat 2024 de Bruxelles Environnement permettant à la commune de faire suite à la phase d'élaboration du Plan d'Actions Climat en consolidant le poste de Coordinateur.trice Climat pendant 2 ans pour la phase d'opérationnalisation du Plan d'Actions Climat ;

Considérant que le Gouvernement a approuvé l'octroi du subside de 130.000 € à la commune permettant le financement du poste de Coordinateur Climat sur deux ans, à partir de janvier 2025, en échange du respect de la Convention reprise en annexe ;

Considérant qu'au travers de la Convention, la commune d'Etterbeek s'engage à soutenir le/la Coordinateur.trice Climat dans l'atteinte de ses objectifs, que sont le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures inscrites dans le Plan d'Actions Climat, la coordination des processus collaboratifs et participatifs avec les acteurs locaux, le soutien à la promotion des autres initiatives proposées par la Région à l'attention des différents acteurs locaux, et en particulier l'appel à projets "Inspirons le Quartier", ainsi qu'une bonne communication liée à ces différentes activités ;

Considérant qu'au travers de la Convention, la commune d'Etterbeek s'engage à contribuer au financement du poste à concurrence d'au moins 10% du montant du subside de 130.000€ qui lui serait octroyé, sachant que ces montants peuvent être couverts par des dépenses ordinaires, y compris des salaires, tel que validé par le Collège du 8 mai 2024 ;

Considérant que la date limite d'envoi à Bruxelles Environnement de la Convention signée est le 30 octobre 2024 ;

DECIDE :

1. de prendre connaissance du contenu du dossier de candidature pour l'obtention du subside de consolidation du Plan d'Actions Climat communal (annexe 2);
2. d'approuver et de signer la Convention avec Bruxelles Environnement permettant de percevoir le subside de consolidation du Plan d'Actions Climat communal (annexe 1).

Consolidatie van het gemeentelijk Klimaatactieplan - Overeenkomst met Leefmilieu Brussel - Goedkeuring

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente Etterbeek zich ertoe heeft verbonden haar klimaatambities te versterken aan de hand van verschillende acties en overeenkomsten zoals de Agenda 21, de motie betreffende de noodtoestand voor het klimaat en het milieu, de ondertekening van het Burgemeestersconvenant en de politieke oriëntatienota;

Gezien de gemeente een eerste subsidie van 140.000€ toegekend gekregen heeft in het kader van de Projectoproep Klimaatactieplan met als doel de uitvoering van een gemeentelijk Klimaatactieplan en de aanstelling van een klimaatcoördinator voor een periode van 2 jaar;

Gezien de uitwerkingsfase van het Klimaatactieplan afgewerkt wordt en dat de overeenkomst met Brussel Leefmilieu betreffende deze eerste subsidie afloopt eind december 2024;

Gelet op het dossier dat ingediend werd naar aanleiding van de projectoproep Klimaatactie 2024 van Leefmilieu Brussel waardoor de gemeente, na de uitwerkingsfase van het Klimaatactieplan, de post van klimaatcoördinator kan consolideren gedurende 2 jaar voor de uitlofase van het Klimaatactieplan;

Overwegende dat de Regering de toekenning van de subsidie van 130.000€ aan de gemeente heeft goedgekeurd voor de financiering van de functie van klimaatcoördinator voor twee jaar, vanaf januari 2025;

Overwegende dat de verwachte doelen van de klimaatcoördinator de volgende zijn: de uitvoering en evaluatie van de maatregelen opgenomen in het Klimaatactieplan, de coördinatie van de samenwerkings- en participatieprocedures met de lokale spelers, steun voor de promotie van andere voorstellen die door het Gewest ingediend werden ter attentie van de verschillende lokale spelers, en in het bijzonder de projectoproep "Vooruit met de wijk" voor burgercollectieven, en een goede communicatie rond deze verschillende activiteiten;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek verplicht zal moeten bijdragen aan de financiering van de functie tot de som van minstens 10% van de subsidie van 130.000€ die zal worden toegekend, wetende dat deze som bereikt kan worden door gewone kosten, inclusief lonen, zoals bevestigd door het college van 8 mei 2024;

Overwegende dat de deadline om de ondertekende overeenkomst naar Leefmilieu Brussel te sturen 30 oktober 2024 is;

BESLIST

1. kennis te nemen van de inhoud van het aanvraagdossier voor de subsidie voor het consolideren van het gemeentelijk Klimaatactieplan (bijlage 2);
2. de overeenkomst met Leefmilieu Brussel met betrekking tot de consolidatie van het gemeentelijk Klimaatactieplan goed te keuren en te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

Annexe 2_Dossier de candidature pour l'obtention du Subside de Consolidation du PAC.pdf, Annexe 1_Convention avec Bruxelles Environnement pour l'obtention du Subside de Consolidation du PAC.pdf

8 Règlement relatif aux interventions dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

Le Conseil Communal,

Vu le projet de règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel ;

Vu que ce règlement vise à mettre à jour les montants relatifs à l'intervention dans les frais de déplacement à vélo et à pied des membres du personnel (hors personnel enseignant) ;

Considérant l'accord de la concertation Commune – CPAS du vendredi 21 juin 2024 sur la modification du règlement visant à augmenter l'indemnité piétonne à 0,24€/km et l'indemnité vélo à 0,35€/km ;

Considérant que ces indemnités respecteront les plafonds applicables de 390 euros/an (piéton) et de 2.500 euros/an (vélo);

Considérant que ce règlement a un effet rétroactif et que les membres du personnel concernés pourront demander un remboursement complémentaire à leurs déplacements à vélo ou à pied depuis le 1er janvier 2024 ;

DECIDE d'approuver le règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel

enseignant).

Règlement relatif aux interventions dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

1. Champ d'application

Le remboursement de transport est applicable aux membres du personnel communal y compris les membres du personnel du CPAS, à l'exclusion du personnel enseignant rémunéré par la Communauté française.

CHAPITRE II. - Déplacements domicile – travail

1. Droit à une intervention

Pour permettre aux membres du personnel visé à l'article 1er du Chapitre Ier d'effectuer chaque jour leurs déplacements de leur lieu de résidence principale¹ à leur lieu de travail, et inversement, il leur est octroyé une indemnité de déplacement domicile-travail pour les trajets effectués en transport en commun, à vélo et à pied.

2. Transports en commun

Cette intervention s'élève à 100% des frais de transport pour les déplacements effectués avec les sociétés STIB, SNCB selon le système de tiers payant.

Les abonnements souscrits par convention permettent de combiner les différents moyens de transport en commun.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »).

Si la résidence de départ de l'intéressé ne correspond pas à sa résidence principale¹, il ne peut en résulter de charges supplémentaires pour la commune. Le supplément éventuel qui résulte de ce déplacement incombe à l'intéressé.

Pour les membres du personnel qui entrent en service, le remboursement de leur titre de transport en commun sera également remboursé à 100%, en attendant l'obtention de leur abonnement dans le cadre des conventions souscrites.

Pour les membres du personnel qui utilisent les modes de transport des sociétés TEC et DE LIJN, leur titre de transport sera remboursé à 100%, selon les conditions du système de remboursement « hors-convention ».

Les déplacements en transports en commun se font en 2ème classe. Le supplément pour le transport du vélo sur le train (billet vélo) n'est pas remboursé.

Le personnel qui, pour les besoins de leur fonction, sont amenés à utiliser les tickets « Collecto » après 00h00 dans leurs déplacements domicile-travail, peuvent obtenir le remboursement intégral de ces tickets, pour autant que le chef de service en atteste la nécessité professionnelle.

¹Résidence principale : le lieu où est domicilié le membre du personnel ou sa résidence principale telle que déclarée auprès de l'employeur, sous forme de déclaration sur l'honneur.

3. Utilisation du vélo

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel qui utilise un vélo pour effectuer ses déplacements de son lieu de résidence principale à son lieu de travail et inversement, avec un minimum de 500 mètres.

Cette indemnité est le montant maximum exonéré déterminé par l'article 38 §1, 14° a) du Code des impôts sur les revenus (CIR) 1992, tel que publié au Moniteur Belge, qui est de 0,35EUR/km au 01/01/2024 et jusqu'à maximum 2.500 euros par an (3.500 euros sous réserve de l'approbation de la loi). Cette indemnité kilométrique est indexée selon les dispositions de la Loi portant des dispositions fiscales diverses lorsqu'elle modifie le montant de l'indemnité par la modification de l'article 38, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992. Elle est également adaptée si le législateur modifie le montant kilométrique exonéré pour les déplacements à vélo.

Il n'est pas nécessaire que le parcours présenté soit le plus court, mais il doit être plus indiqué pour les cyclistes, avec un intérêt particulier pour la sécurité.

L'utilisation du vélo peut, de manière complémentaire, précéder ou être postérieure à l'utilisation des transports en commun. L'indemnité ne peut toutefois jamais être cumulée avec une intervention dans les frais de transports en commun pour le même trajet et au cours de la même période.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »), sauf les parkings de dissuasion gérés par une institution publique.

4. Indemnité « piéton »

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel effectuant principalement ses déplacements résidence principale – lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé, avec un minimum de 300 mètres.

Cette indemnité est fixée à 0,24EUR/KM.

CHAPITRE III. - Modalités de l'intervention octroyée

1. Intervention dans les frais d'utilisation des transports en commun

§1. Pour les déplacements résidence principale-lieu de travail en transports en commun, l'intervention est octroyée selon les modalités prévues par les Conventions signées avec les différents opérateurs. Les renseignements concernant la procédure à suivre pour les nouvelles demandes et pour les renouvellements se trouvent auprès du service Mobilité de la commune, auquel il est rattaché.

§2. Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail en transports en commun, qui n'entrent pas dans le cadre de ces conventions (déplacements occasionnels) ou qui sont fait par le membre du personnel en attendant l'obtention de l'abonnement octroyé conformément au §1 susmentionné, l'intervention dans les frais de transports en commun est subordonnée à la production du titre de transport nominatif ou sur base de la remise du coupon périodique de validation original à expiration de celui-ci (sont pris en charge uniquement les tickets de min. 10 voyages, les abonnements mensuels et annuels), d'une déclaration sur l'honneur et la fourniture de la preuve de paiement. L'intervention sera payée à l'expiration de la durée de validité du titre de transport et elle sera incluse dans le salaire du demandeur. Les demandes sont à rentrer au plus tard un an après la période de validité de l'abonnement ou après la dernière utilisation du ticket 10 voyages.

2. Intervention dans les frais d'utilisation du vélo

Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail à vélo, l'intervention est payée contre remise du formulaire, disponible sur Intranet ou, auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le nombre total de kilomètres parcourus sera arrondi à l'unité supérieure.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements à vélo, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont pris en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

3. Indemnité « piétons »

L'indemnité pour les membres du personnel effectuant principalement leurs déplacements résidence principale-lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé est subordonnée à la production d'une déclaration sur l'honneur signée par le membre du personnel mentionnant que ce moyen de transport est principalement utilisé pour ses déplacements résidence principale - lieu de travail.

Le formulaire, qui est disponible sur Intranet ou auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, est établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Il devra être accompagné d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

L'indemnité sera calculée et remboursée en une seule fois sur base des justificatifs et des jours prestés durant l'année écoulée. Le nombre total de kilomètres parcourus sur l'année écoulée sera arrondi à l'unité supérieure.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont pris en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

CHAPITRE IV. - Dispositions complémentaires

1. Abrogation

Le présent règlement annule et remplace, à la date du 1er janvier 2024, tout règlement antérieur et dispositions ayant le même objet, à l'exception des règlements spécifiques à l'intervention de l'employeur dans les frais de parking en voirie et de parkings de dissuasion.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2024

Reglement betreffende bijdragen in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel)

De gemeenteraad,

gelet op het ontwerp van het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden;

overwegende dat dat reglement tot doel heeft om de bedragen in verband met de bijdrage in de verplaatsingskosten met de fiets en te voet van personeelsleden (behalve het onderwijzend personeel) bij te werken;

overwegende het akkoord van het overleg Gemeente - OCMW van vrijdag 21 juni 2024 over de wijziging van het reglement met als doel de voetgangersvergoeding te verhogen tot 0,24€/km en de fietsvergoeding tot 0,35€/km;

overwegende dat deze vergoedingen zullen voldoen aan de geldende plafonds van 390 euro/jaar (voetganger) en 2.500 euro/jaar (fietser);

overwegende dat dit reglement terugwerkende kracht heeft en dat de betrokken personeelsleden vanaf 1 januari 2024 een aanvullende

vergoeding kunnen vragen voor hun verplaatsingen per fiets of te voet;

BESLIST het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel) goed te keuren.

Reglement betreffende bijdragen in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel)

HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied

Onderhavig reglement is van toepassing op de leden van het gemeentepersoneel, met inbegrip van de personeelsleden van het OCMW en met uitzondering van het onderwijzend personeel dat betaald wordt door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II – Woon-werkverplaatsingen

1. Recht op een bijdrage

Om ervoor te zorgen dat de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van hoofdstuk I elke dag hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats¹ en hun werkplaats en omgekeerd kunnen doen, wordt hen een vergoeding voor woon-werkverkeer toegekend voor de afstanden die zij afleggen met het openbaar vervoer, met de fiets of te voet.

2. Openbaar vervoer

De bijdrage bedraagt honderd procent van de vervoerskosten voor verplaatsingen met de maatschappijen MIVB en NMBS en dat volgens de derdebetalersregeling.

Abonnementen binnen overeenkomst maken het mogelijk om verschillende openbare vervoermiddelen te combineren.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart).

Als de vertrekplaats van de betrokkene niet dezelfde is als zijn hoofdverblijfplaats¹, kunnen daaruit geen bijkomende kosten voortvloeien voor de gemeente. De eventuele toeslag die voortvloeit uit die verplaatsing is voor rekening van de betrokkene.

Het vervoerbewijs voor het openbaar vervoer van personeelsleden die in dienst treden wordt ook volledig terugbetaald in afwachting dat ze hun abonnement krijgen in het kader van de overeenkomsten die gesloten werden.

Het vervoerbewijs van personeelsleden die gebruikmaken van de vervoermiddelen van de maatschappijen TEC en DE LIJN wordt volledig terugbetaald onder de voorwaarden van het systeem voor terugbetalingen “buiten overeenkomst”.

Verplaatsingen met het openbaar vervoer gebeuren in tweede klasse. De toeslag voor het vervoer van een fiets op de trein (fietsbiljet) wordt niet terugbetaald.

Personeelsleden die voor de uitoefening van hun functie gebruik moeten maken van “Collecto”-tickets na 24.00 uur voor hun woon-werkverplaatsingen krijgen die tickets volledig terugbetaald op voorwaarde dat het diensthoofd de professionele noodzakelijkheid ervan bevestigt.

¹ *Hoofdverblijfplaats: de plaats waar het personeelslid gedomicilieerd is of zijn hoofdverblijfplaats zoals verklaard aan de werkgever in de vorm van een verklaring op eer.*

3. Gebruik van de fiets

Aan personeelsleden die gebruikmaken van de fiets voor hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 500 meter.

Die vergoeding is het vrijgestelde maximumbedrag bepaald in artikel 38, §1, 14° a) van het wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB) 1992 zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, met name 0,35 euro/km op 01/01/2024 en tot maximaal 2.500 euro per jaar (3.500 euro mits goedkeuring wet). Deze kilometervergoeding wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet houdende diverse fiscale bepalingen wanneer ze het bedrag van de vergoeding wijzigt door wijziging van artikel 38, §1 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992. Ze wordt ook aangepast als de wetgever het aantal vrijgestelde kilometers voor verplaatsingen per fiets wijzigt.

Het is niet noodzakelijk dat de afgelegde weg de kortste is, maar het moet de meest aangewezen weg voor fietsers zijn met bijzondere aandacht voor de veiligheid.

Het gebruik van de fiets mag aanvullend voorafgaan aan of volgen op het gebruik van het openbaar vervoer. De vergoeding mag echter niet gecombineerd worden met een bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer voor hetzelfde traject tijdens dezelfde periode.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart), behalve voor ontradingsparkings die beheerd worden door een openbare instelling.

4. Wandelvergoeding

Aan personeelsleden die hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) hoofdzakelijk te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige doen, wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 300 meter.

Die vergoeding is vastgelegd op 0,24 euro/km.

HOOFDSTUK III – Regels voor de toekenning van de bijdrage

1. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer

§ 1. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer wordt de bijdrage toegekend onder de voorwaarden die voorzien zijn in de overeenkomsten die gesloten werden met de verschillende operatoren. Inlichtingen in verband met de procedure voor nieuwe aanvragen en verlengingen kunnen verkregen worden bij de dienst Mobiliteit van de gemeente.

§ 2. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer die niet binnen het kader van die overeenkomsten vallen (occasionele verplaatsingen) of die door het personeelslid gedaan worden in afwachting dat hij zijn abonnement krijgt in overeenstemming met § 1, wordt de bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer toegekend als het personeelslid een vervoerbewijs op naam kan voorleggen of als hij het originele vervoerbewijs bezorgt wanneer de geldigheidsduur ervan verlopen is (enkel tickets van minstens tien ritten, maandabonnementen en jaarabonnementen worden terugbetaald) samen met een verklaring op eer en het betalingsbewijs. De bijdrage wordt betaald wanneer de geldigheidsduur van het vervoerbewijs verlopen is en wordt terugbetaald met de wedde van de aanvrager.

Aanvragen moeten uiterlijk binnen een jaar na de geldigheidsperiode van het abonnement of na het laatste gebruik van de tienrittenkaart ingediend worden.

2. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van de fiets

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met de fiets wordt de bijdrage toegekend als het personeelslid het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) indient dat opgesteld werd volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Het aantal afgelegde kilometers wordt naar boven afgerond.

Wanneer het formulier voor de eerste keer ingediend wordt, moet er een beschrijving van de reisweg en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. De keuze van die reisweg is afgestemd op de specifieke kenmerken die eigen zijn aan verplaatsingen met de fiets, in het bijzonder wat de veiligheid van de fietser in het verkeer betreft.

Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

3. Wandelvergoeding

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige wordt de vergoeding toegekend als het personeelslid een ondertekende verklaring op eer bezorgt waarin hij verklaart dat hij dat vervoermiddel hoofdzakelijk gebruikt zijn verplaatsingen tussen zijn hoofdverblijfplaats en werkplaats.

Het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) wordt opgesteld volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Bij dat formulier moet een beschrijving van de reisweg en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

De vergoeding wordt in een keer berekend en terugbetaald op basis van de bewijsstukken en de dagen die gepresteerd werden tijdens het afgelopen jaar. Het aantal kilometers dat afgelegd werd tijdens het afgelopen jaar wordt naar boven afgerond.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

HOOFDSTUK IV – Aanvullende bepalingen

1. Opheffing

Onderhavig reglement vernietigt en vervangt vanaf 1 januari 2024 alle vorige reglementen en bepalingen met hetzelfde onderwerp, met uitzondering van de specifieke reglementen voor de bijdrage van de werkgever in de kosten voor parkeren op de openbare weg en de kosten voor ontradingsparkings.

2. Onderhavig reglement treedt in werking op 1 januari 2024.

9 Subvention obtenue par Etterbeek pour la salle de sports de combat sur le site du stade Guy Thys, dans le cadre des investissements en matière d'infrastructures sportives communales – triennat 2021-2023 (PTIS - Bruxelles Pouvoir Locaux) : engagements de la commune.

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets du 07 juillet 2022 visant à subventionner des investissements en matière d'infrastructures sportives communales – Triennat 2021-2023 (Bruxelles Pouvoir Locaux - PTIS) ;

Vu la décision du Collège du 22/09/2022 de soumettre des projets dans le cadre de cet appel à candidatures ;

Vu la notification transmise par Bruxelles Pouvoir Locaux (voir ci-joint), informant Etterbeek que le projet suivant a été retenu :

- Salle de sports de combat sur le site du stade Guy Thys : subside de 1.835.090,00 € accordé ;

Considérant que pour bénéficier de ce subside, les infrastructures doivent présenter les aspects suivants (voir ci-joint) :

- Engagement du Conseil communal à pratiquer un tarif harmonisé pour l'ensemble des utilisateurs bruxellois, au plus tard au moment de l'ouverture de la structure à la suite de la réception provisoire,
- Deux des critères de majoration demandés pour le subside :
 - Performances énergétiques : rénovation dans le but de réduire la consommation énergétique et de favoriser l'utilisation des sources d'énergies renouvelables,
 - Plan d'occupation : horaires spécifiques réservés aux seniors (créneaux horaires spécifiques pour les personnes âgées de plus de 60 ans : 10% de l'horaire d'ouverture par semaine, où tout le moins que celles-ci soient prioritaires pour l'utilisation de l'infrastructure pendant ces créneaux horaires),
 - Mobilité - accès aux personnes à mobilité réduite : aménagements spécifiques en termes de voies d'accès, de circulation intérieure, d'accessibilité aux guichets, d'agencement des vestiaires et des sanitaires,
 - Programme d'action : élargissement de l'offre sportive (« horaire étendu » : avant 08h00 ou après 19h00),
 - L'investissement répond à plusieurs critères fixés par le Gouvernement dans l'appel à projets (intérêt supra-local, tarifs harmonisés),
- Engagement de l'organe qualifié :
 - à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié pendant les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage,
 - à garantir l'accès des biens aux utilisateurs, associations sportives et clubs des deux communautés linguistiques,
 - à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans à dater de la fin des travaux ;

Décide de demander le subside accordé à Etterbeek dans le cadre des investissements en matière d'infrastructures sportives communales – triennat 2021-2023 (PTIS - Bruxelles Pouvoir Locaux), à savoir la salle de sports de combat sur le site du stade Guy Thys, et de prendre les engagements suivants liés à ladite subvention :

- Engagement du Conseil communal à pratiquer un tarif harmonisé pour l'ensemble des utilisateurs bruxellois, au plus tard au moment de l'ouverture de la structure à la suite de la réception provisoire,
- Critères de majoration demandés pour le subside :
 - Programme d'action : élargissement de l'offre sportive (« horaire étendu » : avant 08h00 ou après 19h00),
 - L'investissement répond à plusieurs critères fixés par le Gouvernement dans l'appel à projets (intérêt supra-local, tarifs harmonisés),
- Engagement de l'organe qualifié :
 - à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié pendant les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage,
 - à garantir l'accès des biens aux utilisateurs, associations sportives et clubs des deux communautés linguistiques,
 - à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans à dater de la fin des travaux .

Subsidie verkregen door Etterbeek voor de zaal voor gevechtssporten op de site van het stadion Guy Thys, in het kader van investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuur – driejarige ambtsperiode 2021-2023 (Brussel Plaatselijke Besturen - DIPS): verbintenissen van de gemeente.

De gemeenteraad,

Gelet op de projectoproep van 07 juli 2022 gericht op de subsidiëring van de investeringen voor de gemeentelijke sportinfrastructuur – Driejarige ambtsperiode 2021-2023 (Brussel Plaatselijke Besturen - DIPS);

Gelet op de beslissing van het college van 22/09/2022 om projecten in te dienen in het kader van deze projectoproep;

Gelet op de kennisgeving overgebracht door Brussel Plaatselijke Besturen (zie bijgevoegd), wordt Etterbeek ervan op de hoogte gebracht dat volgend project in aanmerking komt:

- Zaal voor gevechtssporten op de site van het Guy Thysstadion: subsidie van 1.835.090,00 € toegekend;

Overwegende dat de infrastructuur aan volgende aspecten moeten voldoen, om van de subsidies te kunnen genieten (zie bijgevoegd):

- Verbintenis van de gemeenteraad om een gelijk tarief te hanteren voor alle Brusselse gebruikers, uiterlijk wanneer de structuur wordt geopend na de voorlopige aanvaarding;
- Twee van de criteria voor de verhoging van de gevraagde subsidie:
 - Energieprestatie: renovatie met als doel het energieverbruik te verminderen en het gebruik van duurzame energiebronnen aan te moedigen,
 - Bestemmingsplan: tijdsloten specifiek voor senioren (tijdsloten voor 60-plussers: 10% van de openingstijden per week, waarbij zij minstens voorrang krijgen voor het gebruik van de infrastructuur tijdens deze tijdsloten),
 - Mobiliteit - toegang voor mensen met een beperkte mobiliteit : specifieke inrichtingen in termen van toegangswegen, de doorgang in het gebouw, toegankelijkheid van de loketten, de indeling van de kleedkamers en het sanitair,
 - Actieplan: uitbreiding van het sportaanbod ("langere openingsuren": voor 08.00 uur of na 19.00 uur),
 - De investering voldoet aan meerdere criteria vastgelegd door de Regering in de projectoproep (bovenlokale aantrekking, geharmoniseerde tarieven),

- Verbintenissen van het gekwalificeerde orgaan:
 - Het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed verzekeren voor 5 jaar na definitief ontvangst van het werk,
 - Toegang tot het goed garanderen voor de gebruikers en clubs van de twee taalgemeenschappen,
 - De bestemming van het gesubsidieerd niet overdragen of aanpassen gedurende een periode van 20 jaar vanaf het einde van de werkzaamheden;

Beslist de subsidie toe te kennen aan Etterbeek in het kader van investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuur – driejaarlijkse ambtsperiode 2021-2023 (Brussel Plaatselijke Besturen - DIPS), met name de zaal voor gevechtssporten op de site van het Guy Thysstadion, en de volgende verbintenissen aan te gaan, in verband met de vermelde subsidie:

- Verbintenis van de gemeenteraad om een gelijk tarief te hanteren voor alle Brusselse gebruikers, uiterlijk wanneer de structuur wordt geopend na de voorlopige aanvaarding;
- Gevraagde criteria voor de verhoging van de subsidie:
 - Actieplan: uitbreiding van het sportaanbod (“langere openingsuren”: voor 08.00 uur of na 19.00 uur),
 - De investering voldoet aan meerdere criteria vastgelegd door de Regering in de projectoproep (bovenlokale aantrekking, geharmoniseerde tarieven),
- Verbintenissen van het gekwalificeerde orgaan:
 - Het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed verzekeren voor 5 jaar na definitief ontvangst van het werk,
 - Toegang tot het goed garanderen voor de gebruikers en clubs van de twee taalgemeenschappen,
 - De bestemming van het gesubsidieerd niet overdragen of aanpassen gedurende een periode van 20 jaar vanaf het einde van de werkzaamheden;

5 annexes / 5 bijlagen

ETT PTIS 2021-2023 Grille analyse criteres.pdf, ETT PTIS 2021-2023 Explications.pdf, ETT PTIS 2021-2023 Grille analyse criteres NL.pdf, ETT PTIS 2021-2023 Explications NL.pdf, Etterbeek PTIS 2021-2023 salle sports combat Guy Thys Notification Region octroi subside Jan2023.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

10 Modification des échelles de traitement des grades légaux au 1er décembre 2024.

Le Conseil communal,

Vu sa décision du 13 décembre 1999, modifiant le statut pécuniaire applicable aux grades légaux à partir du 1er juillet 1998.

Vu sa décision du 24 juin 2006 modifiant le statut pécuniaire applicable aux grades légaux à partir du 1er avril 2006

Vu l’ordonnance du 8 juin 2023 modifiant l’article 28 § 1er et l’article 30 de la Nouvelle Loi communale.

Vu l’article 65 § 1er de la Nouvelle Loi communale.

Considérant que l’amplitude de la carrière du Secrétaire communal et, par conséquent, celle de Receveur communal, ne peut être inférieure à dix-neuf ans.

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe.

DECIDE :

Article 1 : Les échelles de Secrétaire communal et de Receveur communal sont modifiées comme suit au 1er décembre 2024.

GRADE	N° barème	Minimum / Maximum (indice 138,01)	Augmentation (indice 138,01)
Secrétaire communal	A11	Min : 41.000,00	1/1 2.100,00
		Max : 62.000,00	9/2 2.100,00
Receveur communal	A10	Min : 39.975,00	1/1 2.047,50
		Max : 60.450,00	9/2 2.047,50

Article 2 : Copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Président de la Région de Bruxelles-Capitale, au service des finances et au service du personnel.

Wijziging van de weddeschalen van de wettelijke graden op 1 december 2024.

De gemeenteraad,

gelet op haar beslissing dd. 13 december 1999, houdende wijziging van het geldelijk statuut toepasbaar op de wettelijke graden vanaf 1 juli 1998.

gelet op haar beslissing dd. 24 juni 2006 van het geldelijk statuut toepasbaar op de wettelijke graden vanaf 1 april 2006;

gelet op de ordonnantie van 8 juni 2023 houdende wijziging van artikel 28 §1 en van artikel 30 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 65 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat de omvang van de loopbaan van de Gemeentesecretaris en, bijgevolg, deze van de Gemeenteontvanger, niet lager dan negentien jaar mag zijn.

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage;

BESLIST :

Artikel 1: de weddeschalen van de Gemeentesecretaris en de Gemeenteontvanger worden, op 1 december 2024 als volgt gewijzigd :

GRAAD	Nr. van barema	Minimum / Maximum (index 138,01)	Verhogingen (index 138,01)
Gemeentesecretaris	A11	Min : 41.000,00	1/1 2.100,00
		Max : 62.000,00	9/2 2.100,00
Gemeenteontvanger	A10	Min : 39.975,00	1/1 2.047,50
		Max : 60.450,00	9/2 2.047,50

Artikel 2: Een kopie van deze beraadslaging zal aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, aan de dienst Financiën en aan de dienst Personeel overgemaakt worden.

Service de prévention - Preventiedienst

11 Adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFUS (European Forum for Urban Security), pour l'année 2024/Approbation.

Le Conseil communal,

Considérant la décision du Collège de Police du 13 septembre 2024 décidant l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFUS (European Forum for Urban Security) ;

Attendu que le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (EFUS) créé en 1987 et rassemblant 250 villes et régions de 17 pays, est le seul réseau européen de collectivités territoriales dédié à la réflexion, à la coopération et au soutien des élus et de leurs équipes en matière de sécurité urbaine ;

Attendu qu'EFUS est un réseau qui permet de mutualiser les expériences locales de collectivités et de favoriser les échanges d'expériences entre celles-ci ; accompagnant ses membres dans la création de méthodes et d'outils innovants ;

Attendu qu'EFUS a par ailleurs développé un nouveau réseau européen des polices locales EU-POLNET visant à mettre en place un forum d'échanges dédié aux polices locales et régionales afin d'une part, de développer à la fois leurs expertises et bonnes pratiques sur base d'échanges, et, d'autre part, de promouvoir le rôle des polices locales en matière de sécurité urbaine sur le plan européen et international ;

Attendu que les objectifs d'EFUS sont de :

- promouvoir une vision équilibrée de la sécurité urbaine, alliant prévention, sanction et cohésion sociale ;
- soutenir les collectivités territoriales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs politiques locales de sécurité ;
- renforcer le rôle des collectivités territoriales et des élus locaux au sein de la gouvernance nationale et européenne, pour faire reconnaître leurs rôles dans le développement des politiques de sécurité ;

Attendu qu'EFUS bénéficie d'un statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et d'un statut consultatif auprès de la Commission européenne et des Nations Unies et :

- est membre du Forum de la Société Civile sur les Drogues et participe aux travaux du Réseau Européen pour la Prévention de la Criminalité ;
- qu'il coordonne le Partenariat sur la sécurité des espaces publics de l'Agenda urbain pour l'UE,
- qu'il est vice-président régional (Europe) du programme Global Network on Safer Cities, mené par ONU-habitat et partenaire régional de Strong Cities Network,
- qu'il est membre du Global Parliament of Mayors et co-fondateur du centre international pour la prévention de la criminalité et est reconnu par l'Organisation des Etats américains en tant qu'organisation représentant la société civile ;

Attendu que certaines collectivités notamment belges bénéficient en plus d'une représentation au niveau national par le biais de Forums nationaux ;

Considérant qu'il importe que la Commune d'Etterbeek adhère au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine afin de bénéficier des travaux de ce réseau en matière de sécurité urbaine ;

Attendu que l'adhésion vaut pour le Forum Européen ainsi que pour le Forum Belge pour la Sécurité Urbaine (cotisation unique) ;

Attendu que le montant de la cotisation pour l'année 2024 s'élève à 3041€ ;

Considérant la décision du Collège de Police du 13 septembre 2024 susmentionnée décidant que la Commune d'Etterbeek refacturera intégralement la cotisation à la Zone de Police ;

DECIDE d'approuver l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFUS (European Forum for Urban Security) ainsi que le paiement de la cotisation annuelle s'élevant à 3041€ pour l'année 2024.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het European Forum for Urban Security (EFUS), voor het jaar 2024/Goedkeuring

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het Politiecollege van 13 september 2024 over de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het European Forum for Urban Security (EFUS);

Overwegende dat het European Forum for Urban Security (EFUS) werd opgericht in 1987 en 250 gewesten en steden uit 17 landen verenigt, het enige Europese netwerk van lokale overheden is gewijd aan reflectie, coöperatie en ondersteuning van de verkozenen en hun team op het gebied van stedelijke veiligheid;

Overwegende dat EFUS een netwerk is dat toelaat de ondervindingen van lokale overheden te bundelen en de uitwisseling ervan aan te moedigen; en hierbij de leden bijstaat in het creëren van methodes en innovatieve hulpmiddelen;

Overwegende dat EFUS bovendien een nieuw Europees netwerk van lokale politiezones EU-POLNET heeft ontwikkeld om een uitwisselingsforum gewijd aan de lokale en regionale politiezones op te richten om enerzijds hun expertises en verantwoorde werkwijzes op basis van uitwisselingen te ontwikkelen en anderzijds om de rol van lokale politiezones inzake stedelijke veiligheid naar het Europees en internationaal niveau te tillen;

Overwegende dat de doelstellingen van EFUS de volgende zijn:

- een evenwichtige visie op stedelijke veiligheid promoten, waarbij preventie, sanctie en sociale cohesie gecombineerd worden;
- lokale overheden ondersteunen in de oprichting, de inwerkingstelling en evaluatie van hun lokaal veiligheidsbeleid;
- de rol van de lokale overheden en de verkozenen versterken, binnen het nationaal en Europees bestuur, om hun rol te herkennen in de ontwikkeling van het veiligheidsbeleid;

Overwegende dat EFUS van een participatief statuut geniet bij de Raad van Europa en de Verenigde Naties en:

- lid is van het Civil Society Forum on Drugs en deelneemt aan de activiteiten van het European Crime Prevention Network;
- dat het het Partnership on the security of public spaces of the Urban Agenda for the EU coördineert,
- dat het regionaal vicepresident (Europa) is van het Global Network on Safer Cities-programma, onder leiding van de UN-Habitat en de regionale partner van Strong Cities Network,
- dat het lid is van het Global Parliament of Mayors en mede-oprichter is van het International Centre for the Prevention of Crime en erkend is door de Organisation of the American States als organisatie die de burgermaatschappij vertegenwoordigt;

Overwegende dat sommige, met name Belgische, overheden bovendien genieten van een vertegenwoordiging op nationaal niveau door middel van nationale Fora;

Overwegende dat het belangrijk is dat de gemeente Etterbeek zich aansluit bij het European Forum for Urban Security om te genieten van de activiteiten van dit netwerk inzake stedelijke veiligheid;

Overwegende dat de aansluiting zowel geldt voor het European Forum for Urban Security als voor het Belgian Forum for Urban Security (eenmalige contributie);

Overwegende dat het bedrag van de contributie voor het jaar 2024 3041 € bedraagt ;

Overwegende dat de bovengenoemde beslissing van het Politiecollege van 13 september 2024 bepaalt dat de gemeente Etterbeek de contributie volledig terugbetaalt aan de Politiezone;

BESLIST zowel de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het European Forum for Urban Security (EFUS) als de betaling van de contributie van 3041€ voor het jaar 2024 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)

12 Versages de détrit - Années 2025 & 2026 - Approbation des conditions et du mode de passation(Complémentaire)

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/NL/2025/01 relatif au marché "Versages de détrit - Année 2025 & 2026" établi par la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 (Encombrants), estimé à 157.300,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 2 (Briquillons), estimé à 8.470,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 3 (Déchets verts), estimé à 10.890,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 4 (Boues d'avaloir), estimé à 4.840,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 5 (Déchets incinérables mélangés), estimé à 114.950,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 6 (Petits déchets dangereux), estimé à 22.990,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 7 (PMC - papiers et cartons - déchets domestiques – verres – déchets organiques), estimé à 103.455,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 8 (Electroménager industriel non repris par Recupel), estimé à 2.000,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 9 (Déchets d'amiante), estimé à 2.420,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 10 (Destruction de documents confidentiels), estimé à 4.840,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 11 (Bois), estimé à 10.285,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 442.440,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025 et le sera pour 2026, article 875/124-02;

Sur proposition du Collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/NL/2025/01 et le montant estimé du marché "Versages de détrit - Année 2025 & 2026", établis par la Commune d'Etterbeek. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 442.440,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit et à inscrire au budget ordinaire de l'exercice 2025 et 2026, article 875/124-02.

Storten van afval – Jaren 2025 & 2026 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze(Aanvullend)

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Storten van afval – Jaar 2025 & 2026" een bestek met nr. TP/ORD/NL/2025/01 werd opgesteld door Gemeente Etterbeek;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- Perceel 1 (Groot huisvuil), raming: 157.300,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 2 (Puin), raming: 8.470,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 3 (Groen afval), raming: 10.890,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 4 (Kolkenslib), raming: 4.840,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 5 (Gemengd verbrandbaar afval), raming: 114.950,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 6 (Klein gevaarlijk afval), raming: 22.990,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 7 (PMD - papier en karton - Restafval - Glas - organisch afval), raming: 103.455,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 8 (Huishoud apparaten niet overgenomen door Recupel), raming: 2.000,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 9 (Asbestafval), raming: 2.420,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 10 (Vernietiging van vertrouwelijke documenten), raming: 4.840,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 11 (Hout), raming: 10.285,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 442.440,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025 en zal worden opgenomen voor 2026, artikel 875/124-02 van de gewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/NL/2025/01 en de raming voor de opdracht "Storten van afval – Jaar 2025 & 2026", opgesteld door Gemeente Etterbeek. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 442.440,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

Deze uitgaven te financieren uit de kredieten die zijn opgenomen en zullen worden opgenomen in de gewone begroting voor de begrotingsjaren 2025 en 2026, artikel 875/124-02.

3 annexes / 3 bijlagen

2024_09_27_Bestek - Model 3P.pdf, 2024_09_27_CCH - Modele 3P.pdf, Annexe D - Bijlage D.xlsx

Jeunesse - Jeugd

13 A.S.B.L Atout Projet : comptes 2023 , budget 2024 et participation financière - Subsidies.

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017;

Considérant que la participation financière de la commune dans l'asbl Atout Projet s'élève à 16 000€;

Considérant qu'une participation financière de 16 000 euros en faveur de l'asbl "Atout Projet" a été inscrite à l'article budgétaire 761/332-02/03 de 2024;

Considérant que l'asbl "Atout Projet" a introduit ses comptes 2023 et son budget 2024 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale:

DECIDE:

1. de prendre acte des comptes 2023 et du budget 2024 de l'asbl "Atout Projet", arrêtés au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont repris en annexes.
2. de liquider la participation financière 2024 allouée à cette asbl sous réserve d'obtenir le rapport d'activités.

V.Z.W. Atout Projet : rekeningen 2023, begroting 2024 et financiëlebijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 18 september 2017;

overwegende dat een financiële bijdrage van de gemeente voor de vzw Atout Projet 16.000 euro bedraagt;

overwegende dat een financiële bijdrage van 16.000 euro ten gunste van de vzw Atout Projet werd ingeschreven op artikel 761/332-02/03 van de begroting van 2024;

overwegende dat de vzw "Atout Projet" haar rekeningen 2023 en haar begroting 2024 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

1. akte te nemen van de rekeningen 2023 en de begroting 2024 van de vzw "Atout Projet", afgesloten op 31 december 2023, zoals die in bijlage opgenomen zijn;
2. om de financiële bijdrage 2024 die wordt toegekend aan deze vzw te betalen onder voorbehoud van het verkrijgen van het activiteitenverslag.

4 annexes / 4 bijlagen

240605 Rapport d'activité final.docx, 231101 Atout projet - Budget 2024 approuvé en AG.xlsx, Etterbeek Déclaration de créance 2024.docx, 2024-00215614.pdf

Crèches - Crèches

14 Crèche communale "Aimé Dupont" - Convention avec ladite crèche et "La Guise" asbl - 2024/2025

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl «La Guise» propose d'organiser des séances de psychomotricité relationnelle pour les enfants fréquentant la crèche Aimé Dupont que, lors de ces séances les enfants sont accompagnés de leur puéricultrice;

Considérant que des réunions de formations aux techniques de psychomotricité pour les puéricultrices sont également organisées;

Considérant qu'il convient de préciser les modalités pratiques de l'organisation de ces séances et formations;

Considérant qu'il convient également de préciser les modalités financières et notamment la participation des parents;

DECIDE d'approuver la convention entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « La Guise »:

CONVENTION 2024-2025

Entre d'une part,

La Crèche Aimé Dupont

Rue des Champs, 67 1040 Bruxelles

Tel : 02/648.20.55

Représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, Madame Annick PETIT, Secrétaire communale

Et d'autre part,

La Guise asbl

Rue du Brochet, 55 1050 Bruxelles

Tel : 02/735.04.59

Représentée par Sylvie Marlier, Psychomotricienne

Art. 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention porte sur un accord de collaboration concernant des séances de psychomotricité relationnelles pour des groupes de maximum 17 enfants de 10 à 36 mois accompagnés de leurs puéricultrices ainsi que des réunions formatives trimestrielles avec celles-ci.

Art. 2 ORGANISATION PRATIQUE

Période : du mardi 3 septembre 2024 au jeudi 27 juin 2025

Horaire de septembre à juin :

Le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 8h45 à 9h30

Le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 10h à 10h45

Toute séance annulée par La Guise sera, dans la mesure du possible, postposée à un autre jour.

Deux séances par an, annulées par la crèche au plus tard 24h à l'avance seront déduites du décompte final, les autres annulations seront facturées.

Art. 3 MODALITES FINANCIERES

Le prix:

Le cout d'une séance est fixe à 80€.

Le cout d'une réunion est fixe à 40€ de l'heure plus 5 € de frais de déplacement

Cout pour les séances

80€ X 280 séances = 22 400€

(8 séances par semaine x 35 semaines)

Cette convention est valable pour la période de septembre 2024 à juin 2025. Ainsi fait en triple exemplaire à

Bruxelles, le

Pour accord,

Par Ordonnance,

La Secrétaire communale,
Annick PETIT

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

La Psychomotricienne,
Sylvie MARLIER

Gemeentelijke kribbe "Aimé Dupont" - Overeenkomst tussen de zogenaamde kribbe en de vzw. "La Guise" - 2024/2025

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw. « La Guise » voorstelt om relationele psychomotorische sessies te organiseren voor de kinderen van de kribbe « Aimé Dupont » dat, tijdens deze sessies, de kinderen begeleid zullen zijn door hun kinderverzorgsters;

Overwegende dat er eveneens opleidingen van psychomotorische technieken georganiseerd zijn voor de kinderverzorgsters;

Overwegende dat het nodig is om de praktische modaliteiten voor het organiseren van dergelijke sessies de verduidelijken;

Overwegende dat het tevens noodzakelijk is om de financiële regelingen vast te leggen, met inbegrip de tussenkomst van de ouders;

BESLIST om de overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de vzw. « La Guise » goed te keuren.

Overeenkomst 2024-2025

Tussen enerzijds,

de Crèche Aimé Dupont

Veldstraat 67

1040 Brussel

Tel.: 02 648 20 55

vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris

en anderzijds,

“La Guise” vzw

Snoekstraat 55

1050 Brussel

Tel.: 02 735 04 59

vertegenwoordigd door Sylvie Marlier, specialiste psychomotoriek.

Art. 1 – VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

Deze overeenkomst betreft een samenwerkingsovereenkomst voor relationele psychomotorieksessies voor groepen van maximaal 15 kinderen van 10 maanden tot 3 jaar onder begeleiding van hun kinderverzorgsters en voor opleidingen over de psychomotoriektechnieken voor de kinderverzorgsters.

Art. 2 – PRAKTISCHE ORGANISATIE

Art. 2.1. De sessies

Gezien de grote capaciteit van de crèche en het pedagogisch project stelt La Guise voor om dit jaar 8 wekelijkse sessies te houden.

Periode: van dinsdag 3 september 2024 tot en met donderdag 27 juni 2025

Uurrooster van september tot juni:

Dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag van 08u45 tot 9u30

Dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag van 10u tot 10u45

Elke sessie die wordt geannuleerd door La Guise zal, in de mate van het mogelijke, uitgesteld worden naar een ander moment in dezelfde week of naar de volgende week of zullen worden afgetrokken van de eindafrekening.

Per jaar worden twee sessies die uiterlijk 24 uur op voorhand worden geannuleerd door de crèche afgetrokken van de eindafrekening. Andere annuleringen worden gefactureerd.

Art. 2.2. Opleidingsbijeenkomsten voor de kinderverzorgsters

Die vinden plaats in de crèche in een apart lokaal om de kinderverzorgsters vrij te stellen van het toezicht op de kinderen tijdens het middagslaapje.

1 bijeenkomst van ½ uur per groep voor de organisatie van de sessies, hetzij in totaal 16 bijeenkomsten van ½ uur = 8 uur

8 bijeenkomsten van 1.30 uur per trimester, hetzij in totaal 24 bijeenkomsten van 1.30 uur = 36 uur

Er is een “reservetijd” van 18 uur voorzien om eventuele bijkomende bijeenkomsten te organiseren indien nodig.

Art. 3 – FINANCIËLE VOORWAARDEN

De prijs:

- de psychomotorieksessie kost 80 euro.

- een bijeenkomst kost 40 euro.

- de verplaatsingen voor bijeenkomsten kosten 5 euro

Kost voor de sessies

80 euro x 280 sessies = 22.400 euro

(8 sessies per week x 35 weken)

Kost voor de vergaderingen

40 euro x 62 uur = 2480 euro

5 euro x 62 verplaatsingen = 310 euro

Voor een totaal van: 25.190 €

Het gemeentebestuur voert de betaling uit op de rekening van La Guise 001–2108629-22 op basis van een driemaandelijks factuur opgesteld door La Guise.

Deze overeenkomst is geldig voor de periode van september 2024 tot juni 2025.

Opgemaakt in drie exemplaren in Brussel op

Voor akkoord,

In opdracht:

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De burgemeester,
Vincent DE WOLF

De psychomotoriekspecialiste
Sylvie MARLIER

Sécurité routière - Verkeersveiligheid

15 Gestion du matériel d'analyse du trafic entre la commune et la zone de police 5343 Montgomery - Convention - Approbation

Le Conseil communal,

Considérant que le maintien de l'ordre, la gestion des voiries font parties des missions communales obligatoires reprises dans la Constitution ;

Considérant que la circulation fait partie des missions communales facultatives reprises dans la Constitution ;

Considérant que l'art. 130bis de la Nouvelle loi communale qui stipule que « Le collège des bourgmestre et échevins est compétent pour les ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière ». (L. 12.1.2006, M.B. 31.1.2007; M.B. 2.2.2007, err.) ;

Considérant que l'art. 135 §2 de la Nouvelle loi communale stipule que « les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police » (L. 27.5.1989, M.B. 30.5.1989) (L. 24.6.2013, M.B. 1.7.2013) (L. 13.5.1999, M.B. 10.6.1999) ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek fait partie des acteurs actifs dans le domaine de la sécurité routière ;

Considérant que la convention de gestion du matériel d'analyse de trafic sur le territoire de la zone de police 5343 Montgomery vise à mieux définir les rôles des différentes parties – les communes et la zone de police 5343 Montgomery – quant à la gestion des appareils de contrôle indicatif et d'analyse de vitesse sur le territoire des communes de Woluw-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre ;

Attendu que la gestion du matériel d'analyse de trafic permettra de mieux répondre aux missions de sécurité routière et de mobilité de la commune ;

Considérant le texte de la convention ci-dessous ;

Décide :

1. d'approuver la convention de gestion du matériel d'analyse de trafic sur le territoire de la zone de police 5343 Montgomery ;
2. de présenter ladite convention à la connaissance du Conseil communal.

CONVENTION DE GESTION DU MATERIEL D'ANALYSE DE TRAFIC **SUR LE TERRITOIRE DE LA ZONE DE POLICE 5343 MONTGOMERY**

Préambule

Cette convention de gestion de matériel vise à mieux définir les rôles des différentes parties -les communes et la zone de police 5343 Montgomery- quant à la gestion des appareils de contrôle indicatif et d'analyse de vitesse sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre.

Art.1 Parties à la convention

Les parties à la présente convention sont :

- La zone de police 5343 Montgomery, ci-après dénommée « le propriétaire » et représentée par son Chef de corps, le 1^{er} Commissaire-divisionnaire Michaël JONNIAUX ;
- La commune de Woluwe-Saint-Lambert, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, Monsieur Olivier MAINGAIN, et son Secrétaire communal, Monsieur Patrick LAMBERT ;
- La commune d'Etterbeek, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, Monsieur Vincent DE WOLF, et par sa Secrétaire communale, Madame Annick PETIT ;
- La commune de Woluwe-Saint-Pierre, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, Monsieur Benoît CEREXHE, et par sa Secrétaire communale, Madame Florence VAN LAMSWEERDE.

Art.2 Objet de la convention

La présente convention porte sur la mise à disposition par le propriétaire aux communes utilisatrices des appareils et accessoires suivants :

- 13 appareils de mesurage instantané de vitesse d'un véhicule en mouvement de type « smileys » (6 Ledlite et 7 Krycer) ;

- 6 appareils d'analyse de trafic (enregistrement de données multi-factorielles comme la vitesse, les quantités et types de véhicules, ...)(3 Sierzega et 3 Krycer) ;
- 25 batteries (16 LP, 2 Genesis, 1 FullRiver, 6 Sell Power) ;
- 11 chargeurs (3 C-TEK, 2 Power Commander, 3 Battery Driver et 3 PCBD 2000) ;
- et 11 panneaux solaires (de recharge)

Les communes se répartissent en principe les appareils comme suit :

- Woluwe-Saint-Lambert : 5 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic ;
- Etterbeek : 4 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic ;
- Woluwe-Saint-Pierre : 4 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic.

Les communes sont bien évidemment libres de gérer ces appareils de la manière qui leur semble la plus efficiente, même si cela devait se traduire par des conventions éventuelles de prêt entre elles.

Art.2 Propriété des appareils

La zone de police 5343 Montgomery reste propriétaire de ces appareils (actuels et futurs), qu'elle acquiert via les subventions du Fonds de sécurité routière. Seule la zone de police décide d'acquérir et de déclasser ces appareils (et tous leurs accessoires), après concertation avec les communes utilisatrices.

Si les subventions du Fonds de sécurité routière devaient sensiblement diminuer ou être supprimées ou remplacées, la zone de police se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

Art.3 Placement et maintenance usuelle des appareils

Le placement et la gestion des appareils objets de la convention se fera par les communes.

La maintenance courante de ces appareils se fera directement par les communes auprès des firmes spécialisées déterminées par la zone de police. Les frais de maintenance seront facturés à la zone de police par les firmes spécialisées. La zone de police prendra en charge le paiement de ces factures.

Une courte formation pourra au besoin être dispensée par le service Trafic Technique de la zone de police au personnel concerné des communes utilisatrices.

La zone de police ne prendra pas en charge les frais de réparation liés à une mauvaise utilisation des appareils et de leurs accessoires (chute, stockage, manipulation, ...) par les communes utilisatrices.

Art.4 Assurance

Les appareils et leurs accessoires sont assurés par la zone de police.

Cette assurance couvre les appareils et leurs accessoires en tous risques, couvrant les dégâts matériels, l'incendie et le vol. Une clause d'abandon de recours est prévue à l'égard des communes utilisatrices.

Le contentieux est géré par la zone de police sur base des informations et déclarations fournies par les communes utilisatrices.

Art.5 Services concernés

Les services qui doivent entrer en contact dans le cadre de la gestion de ces appareils sont :

- La cellule Trafic Technique du service circulation de la zone de police zpz.montgomery.traffic.tech@police.belgium.eu;
- Les services travaux et mobilité des communes :

mobilite@etterbeek.brussels

espacespublics@woluwe1150.be

Art.6 Gestion des données

La gestion des données des analyseurs de trafic est assurée par les communes. Il ne s'agit pas de données à caractère personnel. La gestion de ces données se fait via un logiciel mis à disposition par le fournisseur. Ce logiciel est installé sur une tablette digitale. Une tablette par commune sera fournie par la zone de police.

Les données collectées par les communes doivent être tenues à disposition de la zone de police sur simple réquisition (via une plate-forme ou via des fichiers digitaux).

Art.7 Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par écrit soit de commun accord de chacune des parties, soit de manière unilatérale par la zone de police ou par une ou plusieurs des communes utilisatrices moyennant un préavis de 6 mois notifié par envoi recommandé postal.

Art.8 Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} xxx 2024.

Elle fera l'objet d'une évaluation après 6 mois à dater de son entrée en vigueur.

Fait à Woluwe-Saint-Pierre, le xx xxx 2024.

M. Olivier MAINGAIN

Bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert

M. Benoît CEREXHE

Président du Collège de police

Bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre

M. Patrick LAMBERT

Secrétaire communal

Mme Florence VAN LAMSWEERDE

Secrétaire communale

M. Vincent DE WOLF

Bourgmestre d'Etterbeek

M. Michaël JONNIAUX

Chef de corps

Mme Annick PETIT

Secrétaire communale

Beheer van verkeersanalyse materiaal tussen de gemeente en de politiezone 5343 Montgomery - Overeenkomst - Goedkeuring

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de ordehandhaving, het beheer van de wegen deel uitmaken van de verplichte gemeentelijke taken hernomen in de Grondwet;

Overwegende dat het verkeer deel uit maakt van de facultatieve gemeentelijke taken hernomen in de Grondwet;

Overwegende dat art. 130bis van de Nieuwe Gemeentewet vastlegt dat "Het college van burgemeester en schepenen is bevoegd voor de tijdelijke politieverordeningen op het wegverkeer" (L. 12.1.2006, M.B. 31.1.2007; M.B. 2.2.2007, err.) ;

Overwegende dat art. 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet vastlegt dat "De gemeenten ook tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie" (L. 27.5.1989, M.B. 30.5.1989) (L. 24.6.2013, M.B. 1.7.2013) (L. 13.5.1999, M.B. 10.6.1999) ;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek deel uit maakt van de actieve spelers in het domein van verkeersveiligheid;

Overwegende dat deze beheersovereenkomst inzake materiaal op het grondgebied van de politiezone 5343 Montgomery de rollen van de verschillende partijen - de gemeentes en de politiezone 5343 Montgomery - beter wil vastleggen in verband met het beheer van apparaten voor indicatieve controle en snelheidsanalyse op het grondgebied van de gemeentes Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat het beheer van het verkeersanalyse materiaal ervoor zorgt beter te voldoen aan de verkeersveiligheids- en mobiliteitsopdrachten van de gemeente;

Overwegende de tekst van de overeenkomst die volgt:

Beslist:

1. de beheersovereenkomst inzake verkeersanalyse materiaal op het grondgebied van de politiezone 5343 Montgomery goed te keuren;
2. deze overeenkomst voor te leggen aan de gemeenteraad.

BEHEERSOVEREENKOMST VOOR VERKEERSANALYSE MATERIAAL

OP HET GRONDGEBIED VAN DE POLITIEZONE 5343 MONTGOMERY

Preamble

Deze beheersovereenkomst inzake materiaal wil de rollen van de verschillende partijen - de gemeentes en de politiezone 5343 Montgomery - beter vastleggen in verband met het beheer van apparaten voor indicatieve controle en snelheidsanalyse op het grondgebied van de gemeentes Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe.

Art.1 Partijen bij de overeenkomst

De partijen bij deze overeenkomst zijn:

- De politiezone 5343 Montgomery, hierna "de eigenaar" genoemd en vertegenwoordigd door de korpschef, de hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX ;
- De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, hierna "de gebruikmakende gemeente" genoemd en vertegenwoordigd door de burgemeester, de heer Olivier MAINGAIN, en de gemeentesecretaris, de heer Patrick LAMBERT;
- De gemeente Etterbeek, hierna "de gebruikmakende gemeente" genoemd en vertegenwoordigd door de burgemeester, de heer Vincent

DE WOLF, en gemeentesecretaris, Mevrouw Annick PETIT;

- De gemeente Sint-Pieters-Woluwe, hierna “de gebruikmakende gemeente” genoemd en vertegenwoordigd door de burgemeester, de heer Benoît CEREXHE, en gemeentesecretaris, Mevrouw Florence VAN LAMSWEERDE.

Art. 2 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst gaat over de terbeschikkingstelling van volgende apparaten en toebehoren door de eigenaar aan de gebruikmakende gemeenten:

- 13 meetapparaten voor het onmiddellijk meten van de snelheid van een bewegend voertuig van het type “smileys” (6 Ledlite en 7 Krycer);
- 6 verkeersanalysetoestellen (die multifactoriële gegevens registreren zoals snelheid, aantallen en types voertuigen, enz.) (3 Sierzega en 3 Krycer);
- 25 batterijen (16 LP, 2 Genesis, 1 FullRiver, 6 Sell Power);
- 11 opladers (3 C-TEK, 2 Power Commander, 3 Battery Driver en 3 PCBD 2000) ;
- en 11 zonnepanelen (voor opladen)

In principe verdelen de gemeentes de apparaten onderling als volgt:

- Sint-Lambrechts-Woluwe: 5 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse
- Etterbeek: 4 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse
- Sint-Pieters-Woluwe 4 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse

De gemeentes zijn uiteraard vrij om de apparaten te beheren zoals zij dat het efficiëntst vinden, zelfs als dat vertaald moet worden in eventuele huurovereenkomsten tussen hen.

Artikel 2 – Eigendom van de apparaten

Politiezone 5343 Montgomery blijft eigenaar van deze apparaten (huidige en toekomstige), die de zone bekomt via de subsidies van het verkeersveiligheidsfonds. Enkel de politiezone beslist om deze apparaten (en al hun toebehoren) aan te kopen of te verplaatsen, na overleg met de gebruikmakende gemeentes.

Indien de subsidies van het verkeersveiligheidsfonds verminderd of afgeschaft of vervangen moeten worden, behoudt de politiezone zich het recht deze overeenkomst stop te zetten.

Art.3 Plaatsing en onderhoud van de apparaten

De plaatsing en het beheer van de apparaten die het onderwerp van deze overeenkomst vormen, gebeurt door de gemeentes.

Het lopend onderhoud van deze apparaten gebeurt door de gemeenten rechtstreeks bij gespecialiseerde firma's, bepaald door de politiezone. De gespecialiseerde firma's factureren de onderhoudskosten aan de politiezone. De politiezone neemt de betaling van deze facturen op zich.

De dienst Technisch Verkeer van de politiezone kan, indien nodig, een korte opleiding geven aan het betrokken personeel van de gebruikmakende gemeentes.

De politiezone neemt de herstellingskosten door slecht gebruik van de apparaten en hun toebehoren (val, opslag, besturing, ...) door de gebruikmakende gemeenten niet op zich.

Art.4 Verzekering

De apparaten en hun toebehoren worden verzekerd door de politiezone.

Deze verzekering dekt de apparaten en hun toebehoren voor alle risico's, inclusief beschadiging, brand en diefstal. Een clause afstand van verhaal wordt voorzien tegenover de gebruikmakende gemeentes.

Geschillen worden beheerd door de politiezone op basis van informatie en aangiften van de gebruikmakende gemeentes.

Art.5 Betrokken diensten

De diensten die in het kader van het beheer contact met elkaar moeten opnemen zijn:

De cel Technisch Verkeer van de dienst verkeer van de politiezone: zpz.montgomery.traffic.tech@police.belgium.eu;

De diensten Werken en Mobiliteit van de gemeenten:
mobiliteit@etterbeek.brussels
espacespublics@woluwe1150.be

Art. 6 Gegevensbeheer

De verkeersanalysegegevens worden beheerd door de gemeentes. Het gaat niet om persoonlijke gegevens. De gegevens worden beheerd met een software van de leverancier. Deze software wordt op een tablet geïnstalleerd. De politiezone voorziet een tablet per gemeente.

De gegevens die door de gemeenten worden verzameld, moeten op verzoek ter beschikking worden gesteld van de politiezone (via een platform of via digitale bestanden).

Art. 7 Ontbinding

Deze overeenkomst kan schriftelijk ontbonden worden door gezamenlijk akkoord van elke partij of unilateraal door de politiezone of door een of meerdere gebruikmakende gemeentes met een opzeggingstermijn van 6 maand betekend via een aangetekend schrijven per post.

Art.8 Inwerkingtreding van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 xxx 2024.

6 maand na de inwerkingtreding zal de overeenkomst onderzocht worden.

Opgemaakt in Sint-Pieters-Woluwe, xx xxx 2024

M. Olivier MAINGAIN

Burgemeester van Sint-Lambrechts-Woluwe

M. Benoît CEREXHE

Voorzitter van het politiecollege

Burgemeester van Sint-Pieters-Woluwe

M. Patrick LAMBERT

Gemeentesecretaris

Mevr. Florence van Lamsweerde

Gemeentesecretaris

M. Vincent DE WOLF

Burgemeester van Etterbeek

M. Michaël JONNIAUX

Korpschef

Mevr. Annick PETIT

Gemeentesecretaris

1 annexe / 1 bijlage

Convention Matériel Trafic..docx

Finances - Financiën

16 Budget 2024 – Modification n°3 - services ordinaire et extraordinaire

Begroting 2024 - Wijzigingen n° 3 - gewone en buitengewone diensten

4 annexes / 4 bijlagen

BW extra 3.docx, MB 3 extra.docx, MB 3 extra.pdf, BW extra 3.pdf

17 Convention relative aux missions d'intérêt général du réseau IRIS Sud (HIS) et la commune d'Etterbeek - année 2024

Le Conseil communal,

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faïtière ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ; Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS.

DECIDE d'approuver la convention du 9 juillet 2024 entre les hôpitaux Iris Sud et la commune d'Etterbeek:

Convention relative aux missions d'intérêt général du réseau iris — année 2024

Entre :

La Commune d'Etterbeek représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, ci-après dénommée la « Commune »,

et

Les « Hôpitaux IRIS Sud » (HIS), Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS représentée par Monsieur Jean Spinette, Président a.i., et Madame Catherine Goldberg, Directrice générale, ci-après dénommée « HIS ».

En présence de :

L'Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins, Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS, représentée par Julie Fiszman, Présidente, et Dirk Thielens, Administrateur délégué ff, ci-après dénommée « iris-Faïtière »

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'Aide d'Etat SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique relative au Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faïtière qui prévoient que celle-ci définit les missions 'sociales d'intérêt général à charge des associations locales et des ASBL hospitalières en exécution de l'ordonnance du treize février deux mille trois portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles Capitale et de l'ordonnance du vingt-deux octobre deux mille vingt modifiant l'article 79 et le chapitre XIIbis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dont l'article 135/5, §2 ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Nature des obligations

La Commune d'Etterbeek, ainsi que les Communes de Anderlecht, Ixelles et Saint-Gilles, sont des membres associés de HIS afin d'assurer la cohésion sociale. Aussi elle a confié à HIS dont elle est associée des missions d'intérêt général visant notamment et précisément à maintenir un service public hospitalier de qualité qui consistent notamment en :

- La participation à la politique de santé publique incluant notamment la garantie et la pérennité d'une offre hospitalière diversifiée et de proximité et le maintien d'un statut public des institutions et du personnel ;
- L'accueil en tout temps et la prise en charge de tous les patients qui requièrent des soins hospitaliers quelles que soient leurs conditions sociales et leurs situations administratives, quelles que soient leurs pathologies, aussi lourdes et chroniques soient-elles, y compris l'accompagnement en fin de vie ;
- La mission déléguée des CPAS de l'aide médicale spécialisée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale des CPAS ou qui font appel à eux, ainsi qu'aux personnes en situation illégale, aux candidats réfugiés et aux personnes sans domicile, en ce compris l'assistance aux patients indigents pour l'obtention du remboursement des soins par tout tiers habilité.

Article 2. Charges liées aux obligations

Ces missions de service public spécifiques confiées à HIS entraînent les coûts suivants faisant l'objet de la compensation visée à l'article 3 :

- Les charges liées aux incidences des décisions de la Région de Bruxelles-Capitale d'ajouter et d'actualiser le chapitre XIIbis de la loi organique des CPAS ;
- Les charges liées aux incidences des décisions des Communes-mères de maintenir une offre multi- sites d'activités d'hospitalisation sur de nombreux sites plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de sites ;
- Les charges liées à l'obligation de maintenir le statut public du personnel des hôpitaux ;
- Les charges liées à l'obligation d'accessibilité sans discrimination de tous les patients nécessitant des soins hospitaliers
- Les charges liées à la mission déléguée par certains CPAS bruxellois qui reprennent le coût supplémentaire des procédures avec les CPAS.

Pour décrire précisément et de manière homogène les modalités de calcul des charges liées à ces obligations, l'association iris-Faïtière établit une circulaire approuvée par la Commune selon la procédure visée à l'article 4 de la présente Convention. Cette circulaire adressée à HIS et

jointe en annexe à la présente.

Article 3. Compensation

Sans préjudice de l'article 46 des statuts de HIS, en fonction de ses crédits budgétaires et dans la limite des moyens disponibles, la Commune octroie à HIS une compensation financière qui ne dépassera pas le montant de 755.000 euros et destinée à couvrir les charges décrites à l'article 2 ci-dessus.

Cette compensation, cumulée à celles versées par les trois autres Communes, ne peut dépasser 100% des charges de missions d'intérêt général de HIS pour la même année ; l'excédent éventuel doit être remboursé à chacune des quatre Communes, selon la proportion des versements de compensation de chacune d'entre elles pour la même année.

La compensation sera versée dès que les moyens financiers seront disponibles et au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année pour laquelle la compensation est octroyée

Article 4. Contrôle

Au sein du Conseil d'administration d'Iris-Faïtière, la Commune approuve la circulaire adoptée relative aux modalités d'application de la convention et, notamment, aux modalités de calcul des charges de mission d'intérêt général. A défaut, elle établit avec les trois autres Communes de manière autonome quels sont les éléments financiers à prendre en considération pour déterminer les coûts raisonnables correspondant à des charges réelles non subventionnées par un autre pouvoir public telles que décrites à l'article 2. Dans ce dernier cas, l'inventaire de ces éléments financiers est communiqué par les quatre Communes à HIS.

Dans les six mois qui suivent la fin de l'année, HIS établit le décompte des charges de mission d'intérêt général, qui sont inscrites dans les comptes de HIS pour l'exercice clôturé. Ce décompte fera l'objet d'un rapport spécial attesté par le Réviseur d'entreprise de l'hôpital public. L'ensemble est transmis à l'association faïtière iris pour le 15 juillet au plus tard.

Le conseil communal de la Commune désigne les agents de ses services chargés du contrôle des hôpitaux chargés des missions décrites dans la présente convention. HIS garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

À la demande des agents désignés par le conseil communal, HIS présente tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les autres frais relatifs aux missions et charges visées à l'article 2.

Au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'octroi de la compensation financière accordée en vertu de l'article 3 ci-dessus, sur base du rapport spécial établissant les décomptes des charges liées aux missions d'intérêt général, l'association iris-Faïtière établit un rapport comparatif de la compensation versée en application de l'article 3 ci-dessus et des charges décrites à l'article 2. Ce rapport est transmis à la Commune.

Article 5. Remboursement

S'il ressort du contrôle effectué conformément à l'article 4 que la compensation perçue par HIS dépasse les charges décrites à l'article 2, la Commune adoptera une décision à l'égard de HIS lui imposant de rembourser la partie de la compensation non justifiée dans les trois mois de sa décision en application de l'article 46 des statuts de HIS.

Article 6. Litige

Tout litige entre les parties afférent à la présente convention est soumis à conciliation. La demande de conciliation est adressée par lettre recommandée au Président du conseil d'administration d'Iris-Faïtière, dans les sept jours de la décision contestée.

L'introduction de la demande de conciliation suspend l'exécution de la décision contestée. Le président convoque sans délai le Comité stratégique. Celui-ci se réunit dans le mois et propose, endéans le même délai, au conseil d'administration, une résolution au conflit. Lors de sa plus prochaine réunion, le Conseil d'administration statue sur la demande de conciliation introduite à la majorité prévue à l'article 33 des statuts d'Iris-Faïtière.

À défaut d'accord ou en cas de désaccord de la Commune ou de HIS, le litige est porté devant les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de un an courant rétroactivement du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Toute prorogation doit faire l'objet d'une nouvelle convention.

Fait à Bruxelles, le
Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Commune,
Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF
La Secrétaire communale, Annick PETIT

Pour HIS,
Le Président a.i., Jean SPINETTE

Pour l'association iris faitière,
L'Administrateur délégué ff, Dirk THIELENS
La Présidente, Julie FISZMAN

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen van de Iris ziekenhuizen Zuid (IZZ) en de gemeente Etterbeek - dienstjaar 2024

De gemeenteraad,

Gelet op het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het verdrag over de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensatie van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1975 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de statuten van de koepelvereniging iris;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Gelet de compensatie bedoeld in artikel 3 van huidige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

BESLIST de tekst van de overeenkomst van 9 juli 2024 tussen de ziekenhuizen IZZ en de gemeente Etterbeek goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen nut van het irisnet - jaar 2024

Tussen

De gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door De heer Vincent De Wolf, Burgemeester, en Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris, hierna vermeld als de « Gemeente », en

De « Iris Ziekenhuizen Zuid » (IZZ), Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door De heer Jean Spinette, Voorzitter a.i., en Mevrouw Catherine Goldberg, Algemeen directrice, hierna vermeld als « IZZ ».

In aanwezigheid van:

De Interhospitalenkoepel van de Regio voor Infrastructurele Samenwerking, Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door Julie Fiszman, Voorzitster en door de heer Dirk THIELENS, Afgevaardigd bestuurder wnd, hierna vermeld als « iris-Koepel ».

Gelet op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensaties van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op het Besluit van de Commissie van 5 juli 2016 betreffende Steunmaatregel SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) die door België ten uitvoer is gelegd inzake de Overheidsfinanciering van de Brusselse openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de Koepelvereniging iris, waarin wordt bepaald dat deze de sociale opdrachten van algemeen nut vaststelt die de

plaatselijke verenigingen en de ziekenhuis-vzw's moeten vervullen in uitvoering van de ordonnantie van dertien februari tweeduizend en drie houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van tweeëntwintig oktober tweeduizend twintig tot wijziging van artikel 79 en hoofdstuk XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van artikel 135/5, 6 2;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Overwegende dat de compensatie bedoeld in artikel 3 van onderhavige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Aard van de plichten

De Gemeente Etterbeek, evenals de gemeenten Anderlecht, Elsene en Sint-Gillis zijn deelgenoten van IZZ met het oog op de maatschappelijke samenhang. Daarom heeft zij aan IZZ waarvan zij deelgenoot is, opdrachten van algemeen nut toevertrouwd die onder meer en precies beogen een kwalitatieve ziekenhuisdienst te handhaven en inzonderheid bestaan uit:

- De bijdrage aan het volksgezondheidsbeleid, wat onder andere de waarborg en de bestendigheid inhoudt van een gediversifieerd en plaatselijk ziekenhuisaanbod en de instandhouding van het openbare statuut van de instellingen en het personeel;
- De gewaarborgde opvang en de opname van alle patiënten die verpleging nodig hebben, ongeacht hun sociale en administratieve toestand, ongeacht hun aandoeningen, ook indien deze zwaar en chronisch blijken, met inbegrip van levenseindebegeleiding;
- De gedelegeerde opdracht van de OCMW's voor gespecialiseerde geneeskundige hulp aan personen die op hen een beroep doen, aan personen die illegaal in het land verblijven, aan kandidaat vluchtelingen en aan daklozen, met inbegrip van de bijstand aan behoeftige patiënten voor het verkrijgen van terugbetaling van de zorgen door een gemachtigde derde;

Artikel 2. Lasten verbonden aan de plichten

Deze specifieke opdrachten van openbare dienst toevertrouwd aan IZZ brengen de volgende kosten mee, die gecompenseerd worden zoals bedoeld in artikel 3:

- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het hoofdstuk XIIbis van de organieke wet betreffende de OCMW's toe te voegen en bij te werken;
- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door de voogdijgemeenten om een activiteitenaanbod van hospitalisatie te behouden op meerdere campussen, in plaats van ze te concentreren op een beperkt aantal vestigingen;
- De lasten verbonden aan de verplichting om het openbare statuut van de instellingen en het personeel in stand te houden;
- De lasten verbonden aan de verplichting om de toegang zonder discriminatie te verzekeren voor alle patiënten die nood hebben aan ziekenhuiszorgen.
- De lasten verbonden aan de door bepaalde Brusselse OCMW's gedelegeerde opdracht, die de extra kost omvatten van de procedures met de OCMW's.

Om de berekeningsmodaliteiten van deze lasten precies en gelijkmatig te beschrijven, heeft de iris-Koepel een omzendbrief opgesteld die goedgekeurd werd door de Gemeente volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4 van onderhavige overeenkomst. De aan IZZ gerichte omzendbrief bevindt zich in bijlage van deze overeenkomst.

Artikel 3. Compensatie

Onverminderd artikel 46 van de statuten van IZZ, in functie van haar begrotingskredieten en binnen de perken van de beschikbare financiële middelen, kent de Gemeente aan IZZ een financiële compensatie toe die het bedrag van 755.000 euro niet zal overschrijden en bestemd is om de in artikel 2 hierboven omschreven kosten te dekken.

Deze compensatie die samengevoegd wordt bij deze overgemaakt door de drie andere Gemeenten, mag niet meer bedragen dan 100% van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut van IZZ voor hetzelfde jaar; het eventuele overschot dient terugbetaald te worden aan elk van de vier Gemeenten, in verhouding tot de uitbetaalde compensaties door elk van hen voor datzelfde jaar.

De compensatie wordt uitbetaald van zodra de financiële middelen beschikbaar zijn en ten laatste op het einde van het burgerlijk jaar volgend op dat waarvoor de compensatie is toegekend.

Artikel 4. Controle

Binnen de Raad van bestuur van de iris-Koepel, verleent de Gemeente goedkeuring aan de aangenomen omzendbrief met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen en met name, de berekeningsmodaliteiten van de lasten verbonden aan de opdracht van algemeen nut. Zo niet, zal ze samen met de drie andere Gemeenten op autonome wijze vaststellen welke financiële elementen in overweging moeten worden genomen om te bepalen welke redelijke kosten overeenstemmen met de reële kosten die niet worden gesubsidieerd door een andere overheid zoals omschreven in artikel 2. In dit laatste geval, wordt de inventaris van deze financiële elementen door de vier Gemeenten megedeeld aan IZZ.

Binnen de zes maanden volgend op het einde van het jaar, stelt IZZ een afrekening op van de kosten voor opdrachten van algemeen nut die staan ingeschreven in hun rekeningen voor het afgesloten dienstjaar. Deze afrekening wordt vervat in een bijzonder verslag bekrachtigd door de Bedrijfsrevisor van het openbaar ziekenhuis. Het geheel wordt overgemaakt aan de iris-Koepel uiterlijk tegen 15 juli.

De gemeenteraad van de Gemeente stelt de personeelsleden van zijn diensten aan, die belast worden met het toezicht op de ziekenhuizen die de opdrachten uitvoeren die in deze overeenkomst staan omschreven.

IZZ waarborgt deze personeelsleden toegang tot hun lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die

noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Op verzoek van de personeelsleden aangesteld door de gemeenteraad, legt IZZ alle noodzakelijke verantwoordingsstukken voor met betrekking tot de algemene exploitatiekosten en de andere onkosten betreffende de opdrachten en lasten bedoeld in artikel 2.

Ten laatste op 30 september van het jaar dat volgt op de toekenning van de krachtens artikel 3 hierboven toegekende compensatie, stelt de iris-Koepelvereniging op grond van het bijzonder verslag waarin de eindafrekeningen van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut worden vastgesteld, een vergelijkend verslag op van de compensatie gestort in toepassing van het voormelde artikel 3 en van de kosten omschreven in artikel 2. Dit verslag wordt toegestuurd aan de Gemeente.

Artikel 5. Terugbetaling

Als uit de controle uitgeoefend overeenkomstig artikel 4 blijkt dat de compensatie ontvangen door IZZ de kosten overschrijdt die omschreven zijn in artikel 2, zal de Gemeente een beslissing treffen waarbij aan IZZ wordt opgelegd om het niet verantwoorde deel van de compensatie terug te betalen binnen drie maanden na haar beslissing, in toepassing van artikel 46 van de statuten van IZZ.

Artikel 6. Geschillen

Elk geschil tussen partijen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst wordt onderworpen aan bemiddeling. Het verzoek tot bemiddeling zal gericht worden via aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Raad van bestuur van de iris-Koepel, binnen de zeven dagen volgend op de betwiste beslissing.

Het indienen van het verzoek tot bemiddeling schort de uitvoering op van de betwiste beslissing. De voorzitter roept het Strategisch Comité onmiddellijk bijeen. Het Comité vergadert binnen de maand en stelt binnen diezelfde termijn aan de Raad van bestuur een oplossing voor het geschil voor. De Raad van bestuur spreekt zich op zijn eerstvolgende vergadering met een meerderheid uit over het ingediende verzoek tot bemiddeling, zoals bepaald in artikel 33 van de statuten van de iris-Koepel.

Indien een akkoord uitblijft of in geval van onenigheid van de Gemeente of IZZ, wordt het geschil voor de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel beslecht.

Artikel 7. Inwerkingtreding en duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door de partijen. Ze wordt gesloten voor een periode van een jaar met terugwerkende kracht van 1 januari tot 31 december 2024.

Voor elke verlenging dient een nieuwe overeenkomst gesloten te worden.

Gedaan te Brussel op

Elk der partijen verklaart één exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Gemeente,
De Burgemeester, Vincent DE WOLF
De Gemeentesecretaris, Annick PETIT

Voor IZZ,
De Voorzitter ai, Jean SPINETTE
De Algemeen directrice, Catherine GOLDBERG

Voor de iris-Koepelvereniging
De Afgevaardigd Bestuurder wnd, Dirk THIELENS
De Voorzitster, Julie FISZMAN

2 annexes / 2 bijlagen

20240916110022238.pdf, 20240916105938726.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

18 Circus zonder Handen- Signature convention 2024-2025

Le conseil communal,

Considérant que lors de la séance du 18/09/2023 le Conseil communal a approuvé une déclaration d'engagement de 3 ans (2023-2026) et une convention de collaboration (2023-2024);

Considérant que cette collaboration est reprise dans le plan d'action de Brede School Domino chaque année scolaire ;

Considérant que Brede School Domino assure l'accompagnement des élèves de plusieurs écoles d'Etterbeek aux cours de "Circus zonder Handen" dans la salle de sport du GC De Maalbeek;

Considérant que le GC De Maalbeek met la salle gratuitement à disposition pour les cours hebdomadaires de Circus zonder Handen;

DÉCIDE de signer la convention entre l'ASBL Circus zonder Handen et les partenaires de quartier d'Etterbeek pour l'année scolaire 2024-2025 ci-joint tel que contenu dans la déclaration d'engagement

Convention de collaboration entre « Zonder Handen » asbl et « partenaires de quartier Etterbeek » 2024-2025

Entre

« **Zonder Handen** » asbl, ayant son siège social à chaussée de Merchtem 9, 1080 Bruxelles, représentée par Véronique Peters, coordinatrice administrative. Ci-après dénommée « **CZH** »;

ET

Une collaboration entre organisations qui fait partie de l'opération cirque de quartier **Etterbeek**, à savoir

GC De Maalbeek, ayant son siège social à *rue numéro de boîte code postal commune*, représenté par *Prénom+Nom de famille, Fonction*,

et la **commune d'Etterbeek (Brede School Domino)** ayant son siège social à *avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek*, représentée par *Annick Petit, secrétaire communale, et Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones*,

Ci-après dénommés « **partenaires de quartiers** »;

il est convenu ce qui suit :

EN PRATIQUE

Activités

- Les cours de CZH se dérouleront du 24 septembre 2024 au 25 mai 2025 (hors vacances scolaires et jours fériés des écoles néerlandophones).
- Les cours auront lieu aux heures suivantes :
 - le mardi de 16h00 à 17h30 : *Circus 1 pour les 6-7 ans*
 - le mardi de 17h30 à 19h00 : *Circus 2 pour les 8-11 ans*

Enseignant

- CZH mettra à disposition au moins 1 enseignant pour 15 enfants.
- CZH fournira les coordonnées du/des enseignant(s) au début de l'année d'activités.

Infrastructure

- CZH disposera des locaux suivants : *salle de sport et espace de stockage dans la salle de sport*
- Les locaux seront mis gratuitement à la disposition de CZH par le partenaire de quartier.

Déplacements

- La commune d'Etterbeek (Brede School Domino) s'engage à fournir des accompagnateurs depuis les différentes écoles partenaires jusqu'à la salle de sport.

SUR LE PLAN ADMINISTRATIF

Finances

- Les participants s'inscrivent par l'intermédiaire de CZH.
- Les frais de participation seront déterminés par CZH.
- CZH a le droit d'annuler les cours si le minimum de 12 participants payants par cours n'est pas atteint au début de l'année d'activités.

Assurances

- Les participants à l'activité seront assurés par CZH pour les accidents corporels et la responsabilité civile.
- Le matériel de cirque mis à disposition des partenaires de quartier sera remboursé à CZH à sa valeur estimée en cas de perte ou de dommage en dehors des cours de cirque. Sur demande, ce matériel peut être assuré en plus par les partenaires de quartier.
- Le matériel mis à disposition de CZH sera remboursé aux partenaires de quartier à sa valeur estimée en cas de perte ou de dommage pendant les cours de cirque.

Domage aux locaux

- CZH s'engage à signaler à la personne responsable des partenaires de quartier tout dommage causé aux locaux, que ce soit de son fait ou de celui de tiers.
- CZH prend note et accepte qu'elle n'a pas le droit de procéder elle-même à la réparation des dommages ; cela doit toujours être fait en collaboration avec la personne responsable des partenaires de quartier.
- CZH s'engage à prendre les précautions nécessaires pour éviter tout dommage éventuel aux locaux concernés.
- CZH accepte que les dommages causés par les actions de CZH soient à la charge de CZH.

Modifications, renouvellement et résiliation

- Les modifications aux dispositions de la présente convention seront effectuées d'un commun accord et soumises à l'approbation des deux parties.
- Les deux parties s'engagent à discuter du renouvellement de la convention à la fin de la convention. Dans le cadre de cette concertation,

il est possible d'ajuster les modalités pratiques.

- Cette convention couvre la période d'une année scolaire et fait partie d'un engagement à long terme (voir la déclaration d'engagement du 1/9/2023 au 31/8/2026). Les deux parties ont le droit de mettre fin à la collaboration à tout moment, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois de la part de cette partie et sans que cela ne donne lieu à un quelconque droit à indemnisation de la part de l'autre partie.

Calamités

En cas de calamité, c'est-à-dire d'événement imprévu susceptible de causer des dommages graves ou de perturber l'organisation normale des activités des parties (par exemple panne d'infrastructure, pandémie, faillite, etc.), les deux parties respectent toutes les règles légalement obligatoires concernant l'exécution des activités couvertes par la présente convention. En cas de panne d'infrastructure, les partenaires de quartier s'engagent à trouver une solution pour que les activités puissent être maintenues. CZH se réserve le droit d'annuler un cours si le partenaire ne respecte pas les conditions de sécurité en vigueur.

Cette convention a été lue et approuvée par les personnes habilitées à le faire.

Faite en deux exemplaires, dont chaque partie reconnaît en avoir reçu un, à Bruxelles le XX/XX/XXXX.

Pour CZH

Véronique Peters

Coordinatrice administrative « Zonder Handen » asbl

Pour GC De Maalbeek

Katrien Van Ryssen

Responsable du centre GC De Maalbeek

Pour la commune d'Etterbeek

Annick Petit

Secrétaire communale

Frank Van Bockstal

Echevin des Affaires néerlandophones

Circus zonder Handen- Ondertekening samenwerkingsovereenkomst 2024-2025

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad tijdens de zitting van 18/09/2023 een engagementsverklaring voor 3 jaar (2023-2026) en een samenwerkingsovereenkomst (2023-2024) heeft goedgekeurd;

Overwegende dat deze samenwerking elk schooljaar wordt opgenomen in het Actieplan van Brede School Domino;

Overwegende dat Brede School Domino instaat voor de begeleiding van de leerlingen van verschillende Etterbeekse scholen naar de lessen van Circus zonder Handen in de sportzaal van GC De Maalbeek;

Overwegende dat GC De Maalbeek de sportzaal gratis ter beschikking stelt voor de wekelijkse lessen van Circus zonder Handen;

BESLIST om de samenwerkingsovereenkomst tussen Circus zonder Handen VZW en wijkpartners Etterbeek voor het schooljaar 2024-2024 hieronder te ondertekenen zoals opgenomen in de engagementsverklaring.

Samenwerkingsovereenkomst tussen Zonder Handen vzw en “wijkpartners Etterbeek” 2024-2025

Tussen

Zonder Handen vzw, met maatschappelijke zetel te Steenweg op Merchtem 9, 1080 Brussel, hier vertegenwoordigd door Véronique Peters, zakelijk coördinator. Hierna “**CZH**” genoemd

En

Een samenwerking van organisaties die kadert in de wijkgerichte circuswerking te **Etterbeek**, met name

GC De Maalbeek met maatschappelijke zetel te *Generaal Lemanstraat 118, 1040 Etterbeek* hier vertegenwoordigd door *Katrien Van Ryssen*, *centrumverantwoordelijke*,

en **Gemeente Etterbeek (Brede School Domino)** met maatschappelijke zetel te *Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek*, hier vertegenwoordigd door *Annick Petit, Gemeentesecretaris en Frank Van Bockstal, Schepen voor Nederlandstalige Aangelegenheden*,

Hierna “**wijkpartners**” genoemd

wordt overeengekomen wat volgt:

PRAKTISCH

Activiteiten

- De lessenreeksen van CZH lopen van 24 september 2024 tot 25 mei 2025 (niet tijdens schoolvakanties en feestdagen van het Nederlandstalig onderwijs)
- De lessen vinden plaats op volgende momenten:
 - *dinsdag van 16u tot 17u30: Circus 1 voor 6 tot 7 jaar*
 - *dinsdag van 17u30 tot 19u: Circus 2 voor 8 tot 11 jaar*

Lesgever

- CZH voorziet minimum 1 lesgever per 15 kinderen
- CZH geeft de contactgegevens van de lesgever(s) door bij het begin van het lesjaar.

Infrastructuur

- CZH krijgt de volgende lokalen voor gebruik toegewezen: *sporthal en bergingsruimte in de sporthal*
- De lokalen worden door de wijkpartner gratis ter beschikking gesteld aan CZH.

Verplaatsingen

- De Gemeente Etterbeek (Brede School Domino) engageert zich om begeleiding te voorzien van de verschillende partnerscholen naar de sportzaal.

ZAKELIJK

Financieel

- De deelnemers schrijven in via CZH.
- De deelnameprijs wordt bepaald door CZH.
- CZH heeft het recht de lessenreeks te annuleren indien het minimum van 12 betalende deelnemers per les bij de start van het lesjaar niet wordt bereikt.

Verzekeringen

- De deelnemers van de activiteit worden door CZH verzekerd voor lichamelijke ongevallen en burgerlijke aansprakelijkheid.
- Het circusmateriaal dat ter beschikking gesteld wordt van de wijkwerking wordt bij verlies of schade buiten de circuslessen aan CZH vergoed aan taxatiewaarde. Indien gewenst kan dit materiaal nog extra door de wijkwerking worden verzekerd.
- Het materiaal dat ter beschikking gesteld wordt van CZH wordt bij verlies of schade tijdens de circuslessen aan de wijkwerking vergoed aan taxatiewaarde.

Schade aan de lokalen

- CZH verbindt er zich toe om alle eventuele beschadigingen aan de lokalen, zowel door eigen toedoen als door derden, aan de verantwoordelijke van de wijkpartner te melden.
- CZH neemt er akte van en stemt ermee in dat hij niet gerechtigd is om zelf over te gaan tot herstel van de schade; dit dient steeds te gebeuren in samenwerking met de verantwoordelijke van de wijkpartner.
- CZH verbindt zich ertoe om de nodige voorzorgen te nemen om elke mogelijke schade aan de betreffende lokalen te voorkomen.
- CZH stemt ermee in dat beschadigingen door toedoen van CZH ten laste zijn van CZH.

Aanpassingen, verlenging en opzeg

- Aanpassingen aan de afspraken in deze overeenkomst worden genomen in onderling overleg en mits goedkeuring van beide partijen.
- Beide partijen engageren zich om aan het einde van de overeenkomst in overleg de verlenging van de overeenkomst te bespreken. Binnen dit overleg is er ruimte voor aanpassing van de praktische modaliteiten.
- Deze overeenkomst dekt de periode van één schooljaar en kadert binnen een lange termijn engagement (zie engagementsverklaring van 1/9/2023 tot 31/8/2026). Beide partijen hebben het recht om te allen tijde een einde te maken aan de samenwerking, bij middel van een aangetekend schrijven mits deze partij een opzegperiode van zes maanden voorziet en zonder dat dit enig recht op schadevergoeding kan doen ontstaan in hoofde van de andere partij.

Calamiteiten

In geval van een calamiteit, een niet-verwachte gebeurtenis die ernstige schade kan veroorzaken of de gebruikelijke organisatie van de activiteiten van de partijen verstoort (bv. uitval van infrastructuur, pandemie, faillissement etc.), respecteren beide partijen alle wettelijk verplichte regels wat betreft de uitvoering van de activiteiten waarop deze overeenkomst betrekking heeft. In geval van uitval van infrastructuur engageren de wijkpartners zich om een oplossing te vinden zodat de activiteiten behouden kunnen blijven. CZH behoudt zich

het recht toe een les te annuleren indien de partner de dan geldende veiligheidsvoorwaarden niet respecteert.

Deze overeenkomst is gelezen en goedgekeurd door de daartoe bevoegde personen.

Opgemaakt in tweevoud, waarvan elke partij bevestigt één exemplaar ontvangen te hebben, te Brussel op / /

Voor CZH

Véronique Peters

Zakelijk Coördinator Zonder Hands vzw

Voor GC De Maalbeek

Katrien Van Ryssen

Centrumverantwoordelijke GC De Maalbeek

Voor Gemeente Etterbeek

Annick Petit

Gemeentesecretaris

Frank Van Bockstal

Schepen voor Nederlandstalige Aangelegenheden

2 annexes / 2 bijlagen

Overeenkomst_Wijkwerking_CZH-Etterbeek_2024-2025.docx

Emploi - Werkgelegenheid

19 Convention de partenariat entre Etterbeek, Woluwe-Saint-Lambert et Evere (Financement Actiris)

Le Conseil Communal,

Considérant la structure « Maison de l'Emploi » d'Etterbeek, regroupant différents partenaires de l'insertion socio-professionnelle locale : Service Emploi de la Commune d'Etterbeek, Mission Locale d'Etterbeek, ALE, CPAS et Actiris ;

Considérant la possibilité pour ces dispositifs d'organiser chaque année un Projet Local à destination des chercheurs•euses d'emploi et/ou employeurs financé par Actiris ;

Considérant les nouvelles modalités de travail de ce Projet Local annoncées par Actiris pour les années 2024 et 2025, imposant :

- Une durée de 2 ans pour chaque projet ;
- 5 thématiques clés prédéfinies ;
- L'implication de plusieurs Maisons de l'Emploi (minimum 2) pour favoriser la capitalisation des ressources et consolidation des liens entre structures locales et régionales ;
- De nouvelles modalités de gouvernance ;

Considérant que la thématique de travail choisie par les partenaires de la Maison de l'Emploi d'Etterbeek a été celle des « Parcours d'activités vers l'emploi et Job Day/Job Dating », avec l'objectif de lancer une nouvelle édition de Good Job Etterbeek (Projet Local 2023) : un événement proposant des activités ponctuelles de remobilisation, d'information, d'outillage, de découverte et de rencontres employeurs ; après validation par le Collège du 22/11/2023 (annexe 1) ;

Considérant la collaboration proposée avec les communes de Woluwe-Saint-Lambert et d'Evere, vu la relative proximité géographique des territoires et les similitudes entre certains profils des publics visés ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert, déjà expérimentée en matière de projets en synergies intercommunales, s'est constituée porteuse de projet en 2024, ceci impliquant qu'elle est :

L'interlocuteur unique d'Actiris ;

Responsable du suivi du versement de la subvention et de sa répartition entre les partenaires collaborateurs d'après une convention spécifique ;

Responsable de l'introduction du dossier de candidature de projet et de l'envoi du rapport final d'évaluation à Actiris ;

Considérant la convention de partenariat établie entre Actiris et Woluwe-Saint-Lambert, porteur de projet (annexes 2 et 3), octroyant un financement total de 32.250 € pour l'année 2024, dont 12.400 € pour le projet Good Job de la Maison de l'Emploi d'Etterbeek ;

Considérant, dès lors, la convention de répartition du subside entre partenaires collaborateurs, proposée par le Service Juridique de Woluwe-Saint-Lambert et validée par le Service Juridique de la Commune d'Etterbeek ainsi que le Receveur Communal ;

DÉCIDE de soumettre au Conseil Communal la convention de partenariat et de répartition d'un financement Actiris, établie entre les communes d'Etterbeek, Woluwe-Saint-Lambert et Evere.

Convention de partenariat - Projet thématique inter-Maisons de l'emploi - Remobilisation des chercheurs d'emploi – 2024

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Entre :

la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Eric BOTT, échevin de l'emploi en vertu d'une délégation de signature du Bourgmestre fondée sur l'article 110 de la Nouvelle loi communale et Monsieur Patrick LAMBERT, secrétaire communal ;

Dénommée ci-après Woluwe-Saint-Lambert

et :

la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Van Bockstal, échevin de l'emploi en vertu d'une délégation de signature du Bourgmestre fondée sur l'article 110 de la Nouvelle loi communale et Madame Annick Petit, secrétaire communale ;

Dénommée ci-après Etterbeek

et :

la commune d'Evere, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins, au nom duquel agissent conjointement Madame Muriel DUQUENNOIS, échevine de l'emploi en vertu d'une délégation de signature du Bourgmestre fondée sur l'article 110 de la Nouvelle loi communale et Monsieur Dirk BORREMANS, secrétaire communal.

Dénommée ci-après Evere

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

Les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Evere et Etterbeek ont convenu de se répartir un subside octroyé par Actiris pour soutenir des projets communs visant à promouvoir l'emploi et l'insertion professionnelle.

Dans le cadre de l'appel à projets inter-Maisons de l'Emploi d'Actiris pour la période 2024-2025, les partenaires ont décidé d'introduire un projet portant sur l'organisation de parcours de remobilisation, d'information, de conseils et d'outillage des chercheurs d'emploi en vue de les préparer à des rencontres avec des employeurs (jobdays et jobdatings).

Le porteur de projet pour l'année 2024 est Woluwe-Saint-Lambert.

Un subside a été attribué par Actiris à Woluwe-Saint-Lambert pour la réalisation des actions suivantes, en collaboration avec Etterbeek et Evere :

- 1ère étape : Analyse des besoins : Inventaire des activités réalisées dans chaque commune partenaire sur lesquelles pourront s'appuyer les prochains parcours ; Identification des synergies au niveau des actions et des publics cibles ; Récolte d'informations sur les profils et besoins des CE via ViewStat, études d'Actiris et Bruxelles-Formation, etc. ; Prospection des employeurs : analyse des besoins, partenariats,... via études d'Actiris et fédérations employeurs.
- 2ème étape : Préparation de la programmation : Benchmarking des activités organisées par chaque partenaire ; Mise en cohérence des programmations de chaque partenaire en termes de contenu et de calendrier ; Répartition des contacts avec les employeurs ; Recherche d'opérateurs pour les différentes activités.
- 3ème étape : Communication : Etablir une stratégie globale et un plan d'actions, tant conjointes inter-MdE que locales ; Communication de la programmation vers les C.E. dont les potentiels profils spécifiques ont été identifiés ; Développement local de plans de communication
- 4ème étape : Organisation des parcours d'activités : Mise en oeuvre d'un programme d'activités, dans les 3 communes. À Etterbeek : Organisation d'une dizaine d'ateliers avec une moyenne de 10 CE par atelier (cumulés 100 CE) ; À Evere : Organisation de minimum 4 ateliers avec en moyenne 10 CE par atelier (cumulés 40 CE) ; À Woluwe-Saint-Lambert : Organisation d'une dizaine d'ateliers pour minimum 50 CE distincts (cumulés 100 CE).
- 5ème étape : Organisation des Jobdatings/jobdays : Prospection des employeurs par secteur d'activité, niche d'emploi et/ou métiers, profils spécifiques ; Organisation de min. 3 événements de type Jobdating/Jobday (un sur le territoire de chaque commune): À Etterbeek : Organisation d'un Jobdating/Jobday avec minimum 5 employeurs et 30 CE ; À Evere : Organisation d'un Jobdating/Jobday avec minimum 5 employeurs et 50 CE ; À Woluwe-Saint-Lambert : Organisation d'un Jobday avec minimum 15 employeurs et 200 CE (précédé d'un pré-jobday avec présentation des offres d'emploi).
- 6ème étape : Évaluation : Élaboration d'un document de synthèse commun présentant les résultats des parcours effectués et fournissant des recommandations pour la prochaine édition

La présente convention a pour objet de définir les modalités de répartition et d'utilisation du subside accordé par Actiris entre les partenaires.

Article 2 : Montant du subside

Le montant total du subside octroyé par Actiris est de 35.250 EUR.

Article 3 : Répartition du subside

Les partenaires conviennent de se répartir le subside de la manière suivante, pour l'année 2024 :

- Woluwe-Saint-Lambert : 18.350 EUR
- Etterbeek : 12.400 EUR
- Evere : 4.500 EUR

La partie correspondante du subside sera versée intégralement par Woluwe-Saint-Lambert aux deux autres partenaires, sur base d'une déclaration de créance établie par ceux-ci, et ce dès qu'Actiris aura versé le subside global sur le compte bancaire de Woluwe-Saint-Lambert. Le subside sera donc avancé à 100% aux partenaires.

Article 4 : Utilisation du subside

Les partenaires s'engagent à utiliser les fonds reçus exclusivement pour le projet évoqué dans l'article 1.

Les actions réalisées devront être conformes à celles énoncées dans l'article 1, avec pour but d'atteindre les réalisations et résultats fixés dans la convention liant Actiris et Woluwe-Saint-Lambert. Cette convention a été notifiée à Etterbeek et Evere, qui assurent en avoir pris connaissance. Le subside doit être utilisé conformément aux règles édictées par Actiris dans la convention précitée et dans le guide financier.

Article 5 : Suivi et évaluation

Au plus tard un mois après la date de fin de la présente convention, Etterbeek et Evere transmettront à Woluwe-Saint-Lambert un rapport détaillé de l'utilisation du subside, comprenant notamment un listing des dépenses effectuées, les copies des factures, des preuves de paiement, les comptes individuels des membres du personnel subsidiés (le cas échéant),...

Etterbeek et Evere compléteront également, dans le même délai, les parties relatives à leurs actions dans les différents rapports demandés par Actiris (rapport d'activités, rapport financier,...).

Pour l'évaluation du projet, il est prévu que les partenaires l'établissent ensemble.

Article 6 : Remboursement du subside

Dans le cas où l'entièreté du subside versé par Woluwe-Saint-Lambert n'aurait pas été utilisée par l'une des trois communes partenaires, celle-ci s'engage à rembourser le montant non utilisé dans un délai de trois mois.

Tout manquement ou inexécution quelconque d'une des communes partenaire aux obligations de la présente convention et aux obligations d'Actiris entraînera le remboursement par celle-ci de tout ou partie des montants indûment perçus.

Woluwe-Saint-Lambert transmettra à Actiris le rapport final commun, le rapport financier et les pièces à Actiris dans les délais prescrits par ce dernier.

Actiris étudiera le dossier et contrôlera notamment les réalisations et résultats du projet.

Si Actiris refuse tout ou partie des dépenses subsidiées, Woluwe-Saint-Lambert le notifiera à Etterbeek et Evere dans les meilleurs délais.

Les dépenses refusées par Actiris feront l'objet d'un remboursement par Etterbeek et Evere sur le compte bancaire de Woluwe-Saint-Lambert, suite à la notification évoquée ci-avant.

Article 7 : Transparence et communication

Les partenaires s'engagent à maintenir une transparence totale concernant l'utilisation des fonds et à communiquer régulièrement entre eux sur les progrès et les résultats du projet financé.

Article 8 : Durée de la convention.

Cette convention est conclue pour une durée déterminée qui débute le 01/01/2024 pour se terminer de plein droit le 31/12/2024 sans préjudice des obligations postérieures pour les partenaires fixées dans la présente convention.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra être convenue par écrit et signée par l'ensemble des partenaires.

Article 10 : Litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les partenaires s'engagent à chercher une solution amiable.

À défaut d'accord, le litige sera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires le xx/xx/2024, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour Woluwe-Saint-Lambert,
Le secrétaire communal,
Patrick LAMBERT.

L'échevin de l'emploi,
Eric BOTT.

Pour Etterbeek,
La secrétaire communale,
Annick PETIT

L'échevin de l'emploi,
Frank VAN BOCKSTAL

Pour Evere,
Le secrétaire communal,
Dirk BORREMANS.

L'échevine de l'emploi,
Muriel DUQUENNOIS.

Partnerschapsovereenkomst tussen Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Evere (Financiering Actiris)

De gemeenteraad,

Gelet op de structuur “Jobhuis” van Etterbeek, die verschillende socio-professionele lokale partners bijeenbrengt: Dienst Werkgelegenheid van de gemeente Etterbeek, Mission locale d’Etterbeek, PWA, OCMW en Actiris;

Gelet op de mogelijkheid voor deze inrichtingen om ieder jaar een Lokaal Project te organiseren voor werkzoekenden en/of werkgevers gefinancierd door Actiris;

Gelet op de nieuwe werkwijze van dit Lokaal Project aangekondigd door Actiris voor 2024 et 2025 die het volgende voorschrijft:

- Ieder project duurt 2 jaar;
- 5 vooraf bepaalde kernthema’s;
- De betrokkenheid van verschillende Jobhuizen (minstens 2) om de kapitaalvorming van de inkomsten en de versterking van de relaties tussen lokale en regionale structuren aan te moedigen;
- De nieuwe overheidsvoorwaarden;

Overwegende dat het thema gekozen door de partners van het Jobhuis van Etterbeek “Parcours richting een job en Job Day/Job Dating” was, met als doel een nieuwe editie van Good Job Etterbeek (Lokaal Project 2023) op poten te stellen: een evenement met gerichte activiteiten om informatie te verspreiden, rond werkmateriaal, ontdekking en ontmoetingen met werkgevers; na bekrachtiging door het college van 22/11/2023 (bijlage 1);

Gelet op de voorgestelde samenwerkingen met de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Evere, gezien de relatieve geografische nabijheid van de grondgebieden en de gelijkenissen tussen bepaalde beoogde doelgroepen;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe al ervaring heeft op het vlak van projecten waarbij gemeentes de krachten bundelen, steunt zij het project in 2024, wat inhoudt dat zij:

De enige onderhandelingspartner van Actiris is;

Verantwoordelijk is voor de opvolging van de storting van de subsidies en de verdeling ervan tussen de samenwerkende partners volgens een specifieke overeenkomst;

Verantwoordelijk is voor de indiening van het kandidatuurdossier en de verzending van het evaluatieverslag naar Actiris;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst tussen Actiris en Sint-Lambrechts-Woluwe, projectondersteuner (bijlagen 2 en 3), die een financiering toekent van in totaal 32.250 € voor het jaar 2024, waarvan 12.400 € voor het project Good Job van het Jobhuis van Etterbeek;

Gelet op de overeenkomst betreffende de verdeling van de subsidies tussen de samenwerkende partners, voorgesteld door de Juridische dienst van Sint-Lambrechts-Woluwe en goedgekeurd door zowel de Juridische dienst als de Gemeenteontvanger van de gemeente Etterbeek;

BESLIST aan de gemeenteraad de partnerschapsovereenkomst en de overeenkomst betreffende de verdeling van de financiering van Actiris, opgesteld tussen de gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Evere, voor te leggen.

Partnerschapsovereenkomst - Thematisch project inter-Jobhuizen - Hermobilisering van werkzoekenden – 2024

Van 01/01/2024 tot 31/12/2024

Tussen:

de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in wiens naam samen handelen de heer Eric BOTT, schepen van Werk krachtens een opdracht tot ondertekening gegeven door de burgemeester op grond van artikel 110 van de Nieuwe Gemeentewet, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris;

hierna “Sint-Lambrechts-Woluwe” genoemd,

en:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in wiens naam samen handelen de heer Frank VAN BOCKSTAL, schepen van Werk krachtens een opdracht tot ondertekening gegeven door de burgemeester op grond van artikel 110 van de Nieuwe Gemeentewet, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris;

hierna “Etterbeek” genoemd,

en:

de gemeente Evere, vertegenwoordigd door zijn college van burgemeester en schepenen, in wiens naam samen handelen mevrouw Muriel DUQUENNOIS, schepen van Werk krachtens een opdracht tot ondertekening gegeven door de burgemeester op grond van artikel 110 van de Nieuwe Gemeentewet, en de heer Dirk BORREMANS, gemeentesecretaris;

hierna “Evere” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: onderwerp van de overeenkomst

De gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Evere en Etterbeek zijn overeengekomen om een subsidie van Actiris onder elkaar te verdelen om gezamenlijke projecten te ondersteunen die de werkgelegenheid en de beroepsinschakeling bevorderen.

In het kader van de projectoproep inter-Jobhuizen van Actiris voor de periode 2024-2025 hebben de partners beslist om een project op te zetten voor de organisatie van trajecten om werkzoekenden te hermobiliseren, te informeren, te adviseren en tools aan te reiken om hen voor te bereiden op ontmoetingen met werkgevers (jobdays en jobdatings).

De projectdrager voor 2024 is Sint-Lambrechts-Woluwe.

Een subsidie werd toegekend door Actiris aan Sint-Lambrechts-Woluwe om de volgende acties uit te voeren, in samenwerking met Etterbeek en Evere:

- 1e etappe: Analyse van de behoeften: Inventarisatie van activiteiten die in elke partnergemeente worden uitgevoerd en waarop toekomstige parcours kunnen worden gebaseerd; Identificatie van synergieën in termen van acties en doelgroepen; Verzamelen van informatie over de profielen en behoeften van de WZ via ViewStat, studies van Actiris en Bruxelles-Formation, enz.; Prospectie van de werkgevers: analyse van de behoeften, partnerschappen... via studies van Actiris en werkgeversfederaties.
- 2e etappe: Voorbereiding van het programma: Benchmarking van de activiteiten die door elke partner worden georganiseerd; Ervoor zorgen dat het programma van elke partner consistent is wat betreft inhoud en kalender; Verdeling van contacten met werkgevers; Het vinden van operatoren voor de verschillende activiteiten.
- 3e etappe: Communicatie: Opstellen van een algemene strategie en een actieplan, zowel gezamenlijk inter-Jobhuizen als lokaal; Communiceren van het programma naar de WZ wier potentiële specifieke profielen zijn geïdentificeerd; Ontwikkelen van lokale communicatieplannen.
- 4e etappe: Organisatie van de activiteitenparcoursen: Uitvoering van een activiteitenprogramma in de 3 gemeenten. In Etterbeek: Organisatie van een tiental workshops met een gemiddelde van 10 WZ per workshop (gecumuleerd 100 WZ). In Evere: Organisatie van minstens 4 workshops met gemiddeld 10 WZ per workshop (gecumuleerd 40 WZ); In Sint-Lambrechts-Woluwe: Organisatie van een tiental workshops voor minstens 50 verschillende WZ (gecumuleerd 100 WZ).
- 5e etappe: Organisatie van jobdatings/jobdays: Prospectie van de werkgevers per activiteitensector, niche en/of beroep, specifieke profielen; Organisatie van minstens 3 evenementen van het type jobdating/jobday (één in elke gemeente): In Etterbeek: Organisatie van een jobdating/jobday met minstens 5 werkgevers en 30 WZ; In Evere: Organisatie van een jobdating/jobday met minstens 5 werkgevers en 50 WZ; In Sint-Lambrechts-Woluwe: Organisatie van een jobdating/jobday met minstens 15 werkgevers en 200 WZ (voorafgegaan door een pre-jobday met voorstelling van de vacatures).
- 6e etappe: Evaluatie: Uitwerken van een gezamenlijk samenvattend document waarin de resultaten van de afgelegde parcoursen worden voorgesteld en aanbevelingen worden gedaan voor de volgende editie.

Deze overeenkomst heeft tot doel om de voorwaarden voor de verdeling en het gebruik van de door Actiris toegekende subsidie tussen de partners te bepalen.

Artikel 2: Bedrag van de subsidie

Het totaalbedrag van de subsidie uitgereikt door Actiris bedraagt 35.250 euro.

Artikel 3: Verdeling van de subsidie

De partners komen overeen om de subsidie als volgt onder elkaar te verdelen voor het jaar 2024

Sint-Lambrechts-Woluwe: 18.350 euro

Etterbeek: 12.400 euro

Evere: 4.500 euro

Het overeenstemmende deel van de subsidie zal volledig door Sint-Lambrechts-Woluwe aan de twee andere partners worden betaald, op basis van een door hen opgestelde schuldvordering, zodra Actiris de totale subsidie op de bankrekening van Sint-Lambrechts-Woluwe heeft gestort.

De subsidie wordt dus 100% voorgeschieden aan de partners.

Artikel 4: Gebruik van de subsidie

De partners verbinden zich ertoe de ontvangen bedragen enkel te gebruiken voor het project uit artikel 1.

De uitgevoerde acties moeten in overeenstemming zijn met die uit artikel 1 met als doel de verwezenlijkingen en resultaten te bereiken die zijn vastgelegd in de overeenkomst tussen Actiris en Sint-Lambrechts-Woluwe. Etterbeek en Evere zijn op de hoogte gebracht van deze overeenkomst en hebben bevestigd dat ze er kennis van hebben genomen.

De subsidie moet worden gebruikt in overeenstemming met de regels die Actiris oplegt in de voornoemde overeenkomst en in de financiële gids.

Artikel 5: Opvolging en evaluatie

Etterbeek en Evere sturen Sint-Lambrechts-Woluwe uiterlijk een maand na de einddatum van deze overeenkomst een gedetailleerd verslag over het gebruik van de subsidie, met in het bijzonder een lijst van de gemaakte uitgaven, kopieën van facturen, betalingsbewijzen, individuele rekeningen van de gesubsidieerde personeelsleden (in voorkomend geval), enz.

Etterbeek en Evere vullen binnen dezelfde termijn ook de onderdelen in met betrekking tot hun acties in de verschillende door Actiris gevraagde verslagen (activiteitenverslag, financieel verslag, enz.).

Van de partners wordt verwacht dat ze samen een evaluatie van het project maken.

Artikel 6: Terugbetaling van de subsidie

In het geval een van de drie partnergemeenten de subsidie betaald door Sint-Lambrechts-Woluwe niet volledig heeft gebruikt, verbindt ze zich ertoe het niet gebruikte bedrag terug te storten binnen de drie maanden.

Elke tekortkoming of niet-nakoming van de verplichtingen van deze overeenkomst en van de verplichtingen van Actiris door een van de gemeenten zal leiden tot de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de door deze gemeente onrechtmatig ontvangen bedragen.

Sint-Lambrechts-Woluwe stuurt het gezamenlijk eindverslag, het financieel verslag en de documenten naar Actiris binnen de door deze laatste vastgestelde termijnen.

Actiris bestudeert het dossier en controleert met name de verwezenlijkingen en resultaten van het project.

Indien Actiris de gesubsidieerde uitgaven volledig of gedeeltelijk weigert, zal Sint-Lambrechts-Woluwe Etterbeek en Evere hiervan zo snel mogelijk op de hoogte brengen.

De door Actiris geweigerde uitgaven zullen door Etterbeek en Evere worden terugbetaald op de bankrekening van Sint-Lambrechts-Woluwe na de bovenvermelde kennisgeving.

Artikel 7: Transparantie en communicatie

De partners verbinden zich tot volledige transparantie over het gebruik van de bedragen en tot regelmatige onderlinge communicatie over de voortgang en de resultaten van het gefinancierde project.

Artikel 8: Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur die van start gaat op 01/01/2024 en van rechtswege eindigt op 31/12/2024, onverminderd de latere verplichtingen van de partners zoals vastgelegd in deze overeenkomst.

Artikel 9: Wijziging van de overeenkomst

Elke wijziging van deze overeenkomst moet schriftelijk worden overeengekomen en door alle partners worden ondertekend.

Artikel 10: Geschillen

In geval van geschillen met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst verbinden de partners zich ertoe een oplossing in der minne te zoeken.

Als zij niet tot een akkoord komen, valt het geschil onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt in Brussel, in drie exemplaren, op xx/xx/2024. Elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor Sint-Lambrechts-Woluwe,
De gemeentesecretaris,
Patrick LAMBERT.

De schepen van Werk,
Eric BOTT.

Voor Etterbeek,
De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De schepen van Werk,
Frank VAN BOCKSTAL

Voor Evere,
De gemeentesecretaris,
Dirk BORREMANS

De schepen van Werk,
Muriel DUQUENNOIS

5 annexes / 5 bijlagen

2. PTIME_WSL-AC_Courrier_Remobilisation 2024_CEL_E2024_M4_157_BC 35899.pdf, 3. PTIME_WSL-AC_Convention_Remobilisation_2024.pdf, 4. Convention_3com_2024_FR.pdf, 5. Convention_3com_2024_NL.pdf, 1. INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_65172.pdf

Service du développement économique et commercial - Dienst voor Economische en Commerciële Ontwikkeling

20 Prime-loyer 2024 – Choix des lauréats

Le Conseil communal,

Considérant le plan de relance économique décidé en 2020 par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'en séance du 27 février 2023 , le Conseil communal a approuvé le règlement relatif à l'octroi de la « prime-loyer » visant à lutter contre les cellules commerciales vides (voir annexe) ;

Considérant qu'en séance du 17 avril 2024 , le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé l'appel à projets, le cadastre ainsi que le formulaire de candidature de la prime-loyer de 2024 (2^{ème} édition) (voir annexe) ;

Considérant la procédure de sélection reprise à l'article 6 du règlement relatif à l'octroi d'une « primes-loyer » visant à lutter contre les cellules commerciales vides, qui impose une première analyse de recevabilité des projets soumis, comme réalisée par le service Economie, en collaboration avec le service des Affaires Générales, l'Aménagement du Territoire et de la cellule Horeca ;

Considérant qu'en sa séance du 21 août 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a acté la liste des douze candidatures à analyser par la commission d'avis, dont certains sous réserve de compléments d'informations ;

Considérant que deux candidats n'ont pas été présentés à la commission d'avis car ils n'ont pas remis les documents demandés ;

Considérant que la commission d'avis qui s'est réunie le 19 septembre 2024, a analysé dix candidatures :

Projet	Détails du projet	Ouverture et adresse	Zone d'action prioritaire
L'Atelier du Meuble - RO Concept SRL	Cuisine et meuble	Oui – Ouverture en septembre chaussée de Wavre 726	Oui (Chasse - Saint-Antoine)
L'Atelier Photo by Françoise - APFL SRL	Magasin de photographies, services et produits annexes	Oui – Ouverture en fin août chaussée de Wavre 717	Oui (Chasse - Saint-Antoine)
Pralins by Vivian	Chocolaterie - Biscuiterie	Oui – Ouverture en septembre avenue de la chasse 227	Oui (Chasse - Saint-Antoine)
Safyra – Be Zein SRL	Concept store de produits naturels et éthiques	Oui – Ouvert depuis 30-07-24 avenue de la chasse 21	Oui (Chasse - Saint-Antoine)
Muski Comics Café - BMCF SRL	Co-working/ tea-café room / vente de bd et de figurines	Oui – Ouverture en septembre rue Froissart, 13	Non (Jourdan - Van Meyel)
V-Asia	Sandwicherie et pâtes à emporter	Oui – Ouverture en fin août Galerie du cinquantenaire	Non (Mérode - Saint-Pierre)
Chouia maison - Sous Job Yourself	Boutique artisanat d'intérieur	Prévue en septembre (pas de local)	N/A – En cours
Malaika Beauty-Christine Kayinamura PP	Institut de beauté	Prévue en septembre (pas de local)	N/A – En cours
Ispahan - BVTH SRL	Epicerie iranienne	Oui – Ouverture en mars 2024 avenue de la Chasse, 9	Oui (Chasse - Saint-Antoine)
Pizzeria Maestra Biga SRL	Vente de Pizzas et plats de petite restauration italienne	Oui – Ouverture en avril 2024 avenue de la Chasse, 8	Oui (Chasse - Saint-Antoine)

Considérant que la commission d'avis a analysé les projets en fonction des cinq critères de sélection repris dans l'appel à projets 2024 :

1. Caractère local du commerce ;
2. Caractère novateur et qualitatif du commerce ;
3. Prise en compte des impératifs économiques, sociaux et environnementaux ;
4. Viabilité du projet ;
5. Localisation du commerce dans une cellule commerciale vide au sein d'une zone d'action prioritaire (La Chasse - Saint-Antoine et Thieffry - Volontaires) ;

Considérant que pour le critère « viabilité », un avis a été pris auprès d'un agent du Service des Finances qui a examiné les plans prévisionnels transmis ;

Considérant les remarques et les appréciations des membres de la commission d'avis, comme repris dans le tableau récapitulatif en annexe ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse réalisée par la commission d'avis que trois projets ont obtenu un avis favorable :

- L'Atelier Photo by Françoise - APFL SRL - Magasin de photographies, services et produits annexes - Wavre, 717 ;
- Pralins by Vivian - Vivian Moreira Lins PP - Chocolaterie et biscuiterie - Chasse, 227 ;
- Muski Comics Café - BMCF SRL - Co-working, Tea-café room, vente de bd et de figurines - Froissart, 13 ;

Considérant que ces trois projets recevront un soutien de la commune durant trois années :

- 1er année : 50% du montant du loyer commercial avec un maximum de 1.000 euros par mois ;
- 2eme année : 30% du loyer commercial avec un maximum de 750 euros par mois ;
- 3ème année : 20% du loyer commercial avec un maximum de 500 euros par mois ;

Considérant le budget total pour les trois lauréats :

Budget 3 projets	Année 1		Année 2		Année 3		3 ANS
	Total/mois	Total/an	Total/mois	Total/an	Total/mois	Total/an	Total
TOTAL	2.600,00 €	31.200,00 €	1.800,00 €	21.600,00 €	1.200,00 €	14.400,00 €	67.200,00 €

Considérant que les primes seront imputées sur l'article budgétaire 520/332-02/02 ;

Considérant que les lauréats seront avertis par courrier officiel et qu'une communication sera aussi réalisée sur les canaux officiels de la commune (publication, vidéo, Vie Etterbeekoise, etc.) ;

DECIDE

1. De prendre connaissance du tableau récapitulatif de la commission d'avis ;
2. De prendre acte des trois lauréats de l'appel à projets « Prime-loyer 2024 » :
 1. L'Atelier Photo by Françoise - APFL SRL - Magasin de photographies, services et produits annexes - Wavre, 717;
 2. Pralins by Vivian - Vivian Moreira Lins PP - Chocolaterie et biscuiterie - Chasse, 227 ;
 3. Muski Comics Café - BMCF SRL - Co-working, tea-café room, vente de bd et de figurines, Froissart, 13 ;
3. D'approuver la campagne de communication à destination des lauréats et du public.

Huurpremie 2024 – Keuze van de laureaten

De gemeenteraad,

Gelet op het economisch herstelplan waarover het college van burgemeester en schepenen in 2020 heeft beslist;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 27 februari 2023 het reglement betreffende de toekenning van de huurpremie in de strijd tegen leegstaande handelsruimten heeft goedgekeurd (zie bijlage) ;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 17 april 2024 de projectoproep, het kadaster en het kandidatuurformulier van 2024 (2de editie) heeft goedgekeurd (zie bijlage) ;

Gelet op de selectieprocedure uit artikel 6 van het reglement betreffende de toekenning van een huurpremie in de strijd tegen leegstaande handelsruimten, dat een eerste analyse van de ontvankelijkheid van de ingediende projecten oplegt, die werd uitgevoerd door de dienst Economie, in samenwerking met de dienst Algemene Aangelegenheden, de dienst Ruimtelijke Ordening en de cel Horeca ;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 21 augustus 2024 akte heeft genomen van de lijst van de twaalf kandidaturen die geanalyseerd worden door de adviescommissie, waarvan enkele onder voorbehoud van aanvullende informatie ;

Overwegende dat twee kandidaten niet voorgesteld werden op de adviescommissie omdat ze de gevraagde documenten niet hebben ingediend ;

Overwegende dat de adviescommissie die samenkwam op 19 september 2024, tien kandidaturen heeft geanalyseerd :

Project	Details van het project	Opening en adres	Prioritair actiegebied
L'Atelier du Meuble - RO Concept BV	Keukens en meubels	Ja - Opening in september te Waversesteenweg 726	Ja (Jacht - Sint-Antoon)

L'Atelier Photo by Françoise - APFL BV	Fotografie en gerelateerde diensten en producten	Ja - Opening eind augustus te Waversesteenweg 717	Ja (Jacht - Sint-Antoon)
Pralins by Vivian	Chocolade en koekjesbakkerij	Ja - Opening in september te Jachtlaan 227	Ja (Jacht - Sint-Antoon)
Safyra – Be Zein BV	Concept store met natuurlijke en ethische producten	Ja - Open sinds 30-07-2024 te Jachtlaan 21	Ja (Jacht - Sint-Antoon)
Muski Comics Café - BMCF BV	Co-working / koffie en thee / verkoop van strips en beeldjes	Ja - Opening in september te Froissartstraat 13	Nee (Jourdan - Van Meyel)
V-Asia	Broodjeszaak en pasta om mee te nemen	Ja - Opening eind augustus te Galerij "Cinquantenaire"	Nee (Merode - Sint-Pieter)
Chouia maison - Sous Job Yourself	Ambachtelijke meubelboetiek	Voorzien in september (geen locatie)	N/A – LOPEND
Malaika Beauty-Christine Kayinamura PP	Schoonheidsinstituut	Voorzien in september (geen locatie)	N/A – LOPEND
Ispahan - BVTH BV	Iraanse kruidenierswinkel	Ja - Opening maart 2024 te Jachtlaan 9	Ja (Jacht - Sint-Antoon)
Pizzeria Maestra Biga BV	Verkoop van pizza's en warme Italiaanse snacks	Ja - Opening april 2024 te Jachtlaan 8	Ja (Jacht - Sint-Antoon)

Overwegende dat de adviescommissie de projecten heeft geanalyseerd in functie van de vijf selectiecriteria uit de projectoproep 2024 :

1. Lokale karakter van de handelszaak
2. Innoverende en kwalitatieve karakter van de handelszaak
3. Inachtneming van economische, sociale en milieueisen
4. Levensvatbaarheid van het project
5. Locatie van de handelszaak in een leegstaande handelsruimte binnen een prioritair actiegebied (Jacht-Sint - Antoon en Thieffry - Vrijwilligers) ;

Overwegende dat voor het criterium "levensvatbaarheid" het advies van een medewerker van de dienst Financiën werd gevraagd, die de ramingen heeft onderzocht ;

Gelet op de opmerkingen en beoordelingen van de adviescommissie, die zijn opgenomen in de samenvattende tabel in bijlage ;

Overwegende dat uit de analyse van de adviescommissie blijkt dat drie projecten een gunstig advies gekregen hebben:

- L'Atelier Photo by Françoise - APFL BV - Fotografie en gerelateerde diensten en producten - Waver 717 ;
- Pralins by Vivian - Vivian Moreira Lins PP - Chocolade en koekjesbakkerij - Jacht 227 ;
- Muski Comics Café - BMCF BV - Co-working / koffie en thee / verkoop van strips en beeldjes - Froissart, 13 ;

Overwegende dat deze drie projecten steun van de gemeente zullen krijgen gedurende drie jaar :

- 1e jaar: 50% van het bedrag van de commerciële huur met een maximum van 1.000 euro per maand ;
- 2e jaar: 30% van de commerciële huur met een maximum van 750 euro per maand ;
- 3e jaar: 20% van de commerciële huur met een maximum van 500 euro per maand ;

Gelet op de totale begroting voor de drie laureaten :

Begroting 3 projecten	Jaar 1		Jaar 2		Jaar 3		3 JAAR
	Totaal/ maand	Totaal/ jaar	Totaal/ maand	Totaal/ jaar	Totaal/ maand	Totaal/ jaar	Totaal
	TOTAAL	2.600,00 €	31.200,00 €	1.800,00 €	21.600,00 €	1.200,00 €	14.400,00 €

Overwegende dat de huurpremies zullen worden ingeschreven op begrotingsartikel 520/332-02/02 ;

Overwegende dat de laureaten via een officiële brief op de hoogte zullen worden gebracht en dat er ook een mededeling komt via de officiële kanalen van de gemeente (publicatie, video, Leven te Etterbeek, enz.) ;

BESLIST

1. Kennis te nemen van de samenvattende tabel van de adviescommissie ;
2. Akte te nemen van de drie laureaten van de projectoproep "Huurpremie 2024" :
 1. L'Atelier Photo by Françoise - APFL BV - Fotografie en gerelateerde diensten en producten - Waver 717 ;
 2. Pralins by Vivian - Vivian Moreira Lins PP - Chocolade en koekjesbakkerij - Jacht 227 ;
 3. Muski Comics Café - BMCF BV - Co-working / koffie en thee / verkoop van strips en beeldjes - Froissart, 13 ;
3. De communicatiecampagne voor de laureaten en voor het publiek goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

20240520_FORM_Candidature prime-loyer.pdf, 20240508_APPEL-A-PROJETS_Prime-loyer.pdf, Avis - Commission d'avis vs college.pdf, 20230227_REGLEMENT_Prime-Loyer.pdf

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

21 Enseignement communal fondamental ordinaire (CLAIRE JOIE) - Projet d'école 2024/2027 - Approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03/05/2019 ;

Considérant que, conformément aux articles 1.5.1-5 et suivants du Code de l'enseignement susmentionné, chaque établissement doit élaborer son projet d'école ; que ce projet définit les priorités éducatives et pédagogiques et les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'école entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur ;

Vu le projet d'école ci-joint de l'école communale fondamentale ordinaire CLAIRE JOIE ;

Considérant que ce projet sera accessible uniquement en ligne grâce à un QR Code qui sera transmis aux parents via le flyer ci-joint ;

Considérant que ce projet sera soumis à l'avis de la commission paritaire locale (COPALOC) ;

Vu les articles 117, 118 et 119 de la nouvelle loi communale ;

DÉCIDE d'adopter le projet d'école de l'école communale fondamentale ordinaire CLAIRE JOIE, tel que repris en annexe, sous réserve des éventuelles modifications de la commission paritaire locale (COPALOC) .

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de promotion sociale de la Fédération Wallonie Bruxelles et à la Direction de l'établissement.

Gemeentelijk gewoon basisonderwijs (CLAIRE JOIE) Schoolproject 2024/2027 – Goedkeuring

De gemeenteraad,

Gelet op het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van 03/05/2019;

Overwegende dat, in overeenstemming met de artikels 1.5.1-5 en volgende van het hierboven genoemde wetboek voor het onderwijs, elke inrichting een schoolproject moet uitwerken; dit project beschrijft de educatieve en pedagogische prioriteiten en de bijzondere concrete acties die het educatief team van de school wil in werking stellen in samenwerking met de leden van de deelnameraad, om de educatieve en pedagogische projecten van de organiserende macht te realiseren;

Gelet op het bijgevoegd project van de gemeentelijke basisschool van het gewoon onderwijs CLAIRE JOIE;

Overwegende dat dit project enkel online beschikbaar zal zijn via een qr-code die de ouders krijgen via de bijgevoegde flyer;

Overwegende dat dit project ter advies zal worden voorgelegd aan de lokale paritaire commissie (COPALOC);

Gelet op de artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST het project van de gemeentelijke basisschool van het gewoon onderwijs CLAIRE JOIE aan te nemen, zoals hernomen in de bijlage, onder voorbehoud van eventuele aanpassingen van de lokale paritaire commissie (COPALOC).

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister van Onderwijs en Volwassenonderwijs van de Federatie Wallonië-Brussel en aan de directie van de inrichting.

2 annexes / 2 bijlagen

FLYER_PROJET_ECOLE_2024_2027_CLAIRE_JOIE_VF.pdf, PROJET_ECOLE_2024_2027_CLAIRE_JOIE_VF.pdf

Achats - Aankopen

22 Propreté publique - Acquisition d'une balayeuse multifonctionnelle (1m³) - Approbation des conditions et du mode de passation (Complémentaire)

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/JC/2024/01 relatif au marché "Propreté publique - Acquisition d'une balayeuse multifonctionnelle (1m³)" établi par le Garage communal ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 190.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 875/743-53 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/JC/2024/01 et le montant estimé du marché "Propreté publique - Acquisition d'une balayeuse multifonctionnelle (1m³)", établi par le Garage communal. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 190.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 875/743-53.

Openbare netheid - Aankoop van een multifunctionele veegmachine (1m³) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze(Aanvullend)

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Openbare netheid - Aankoop van een multifunctionele veegmachine (1m³)" een bestek met nr. TP/JC/2024/01 werd opgesteld door Gemeentelijke garage;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 190.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 875/743-53 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/JC/2024/01 en de raming voor de opdracht "Openbare netheid - Aankoop van een multifunctionele veegmachine (1m³)", opgesteld door Gemeentelijke garage. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 190.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2024, op artikel 875/743-53 van de buitengewone dienst.

2 annexes / 2 bijlagen

2024_09_17_CCH - Modele 3P.pdf, 2024_09_17_Bestek - Model 3P.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

23 Remise d'avis pour une demande d'agrément en Cohésion sociale

Le Conseil communal,

Considérant le nouveau Décret de Cohésion sociale du 30 novembre 2018 et son arrêté du 20 juin 2019 ;

Considérant que, via ce décret, le Collège de la COCOF agréée et subventionne des opérateurs pour réaliser les objectifs généraux de la Cohésion sociale ;

Considérant que ce décret fixe 4 axes prioritaires :

- P1- l'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes ;
- P2- l'apprentissage du français et l'alphabétisation ;
- P3- l'inclusion par la citoyenneté interculturelle ;
- P4- le vivre et faire ensemble.

Considérant que les associations ayant bénéficié d'un contrat quinquennal (2016-2020 prolongé jusqu'en 2023) étaient prioritaires pour solliciter un agrément ;

Considérant que les 6 associations etterbeekoises ayant sollicité l'agrément 2024-2028 sont l'AILE, Animations & Loisirs pour Tous, la Maison de Quartier Chambéry, Le Senghor, Samarcande et le Welcome-Babbelkot et qu'elles en bénéficient toutes aujourd'hui ;

Considérant que, pour l'agrément 2025-2029, la seule ASBL etterbeekoise répondant aux critères définis par la COCOF pour répondre à l'appel à projets est Urban Step ;

Considérant qu'Urban Step a répondu à l'appel en sollicitant un agrément pour l'axe prioritaire 1 « l'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes » ;

Considérant qu'il est demandé aux coordinations communales de compléter une « fiche informative » fournie par la COCOF pour chaque demande recevable ;

Considérant que cette fiche reprend un résumé du projet de l'association, les conclusions de l'instruction et les avis de la COCOF, de la Coordination communale et de la Concertation locale ;

Considérant que la Concertation locale de Cohésion sociale a donné un avis favorable lors de la réunion du 10 septembre 2024 ;

Considérant qu'il est demandé aux Collège et Conseil communaux de donner leur avis favorable, défavorable ou réservé pour chaque fiche ;

Considérant que les montants octroyés sont prédéfinis par l'arrêté d'exécution du 20 juin 2019 en fonction des activités organisées, du nombre d'heures octroyées aux projets, du nombre de participants, etc. ;

Considérant qu'il est précisé que l'avis de la Concertation et de la Commune ne portera pas directement sur la catégorie financière proposée mais portera sur la qualité du projet et sa réponse à des besoins identifiés

Considérant la fiche informative annexée au présent Collège ;

DÉCIDE d'émettre un avis favorable à la demande d'agrément d'Urban Step.

Advies voor de aanvraag tot erkenning op het vlak van sociale cohesie

De gemeenteraad,

Gelet op het decreet betreffende de sociale samenhang van 30 november 2018 en zijn besluit van 20 juni 2019;

Overwegende dat het college van de Franse Gemeenschapscommissie, via dat decreet, operatoren erkent en subsidieert om de algemene doelstellingen op het vlak van sociale cohesie te verwezenlijken;

Overwegende dat dit decreet 4 prioritaire krachtlijnen vastlegt:

- P1- De begeleiding van kinderen en jongeren bij hun scholing en het bijbrengen van burgerzin;
- P2 - Het aanleren van de Franse taal en alfabetisering;
- P3 - Inclusie via intercultureel burgerschap;
- P4 - Het samen leven en samen doen.

Overwegende dat de verenigingen die een vijfjarencontract (2016-2020 verlengd tot 2023) hadden, voorrang krijgen om een erkenning aan te vragen;

Overwegende dat in Etterbeek de 6 verenigingen die een aanvraag hebben ingediend voor een erkenning voor 2024-2028 de volgende zijn: AILE, Animations & Loisirs pour Tous, Wijkhuis Chambéry, Le Senghor, Samarcande en Welcome-Babbelkot en er allemaal tot op heden voordeel van trekken;

Overwegende dat, voor de erkenning van 2025-2029, de enige vzw van Etterbeek die voldoet aan de voorwaarden gedefinieerd door de Franse Gemeenschapscommissie om te kunnen deelnemen aan de projectoproep, Urban Step is;

Overwegende dat Urban Stap deelgenomen heeft aan de projectoproep door een erkenning aan te vragen voor het de prioritaire krachtlijn 1 “Begeleiding van kinderen en jongeren bij hun scholing en het bijbrengen van burgerzin”;

Overwegende dat aan de gemeentelijke coördinaties wordt gevraagd om een “inf fiche” voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie in te vullen voor elke ontvankelijke aanvraag;

Overwegende dat deze fiche een samenvatting bevat van het project van de vereniging, de conclusies van de beoordeling, de adviezen van de Franse Gemeenschapscommissie, de gemeentelijke coördinatie en het lokaal overlegplatform;

Overwegende dat het lokaal overlegplatform voor Sociale cohesie een positief advies gegeven heeft tijdens de vergadering van 10 september 2024;

Overwegende dat aan het college en de gemeenteraad gevraagd werd om hen een gunstig, negatief of voorbehouden advies te geven voor elke fiche;

Overwegende dat de toegekende bedragen vooraf worden vastgesteld in het uitvoeringsbesluit van 20 juni 2019 op basis van de georganiseerde activiteiten, het aantal uren dat aan de projecten wordt toegekend, het aantal deelnemers, enzovoort;

Overwegende dat wordt gepreciseerd dat het advies van het overlegplatform en de gemeente niet rechtstreeks betrekking heeft op de voorgestelde financiële categorie, maar wel op de kwaliteit van het project en het antwoord ervan op de vastgestelde behoeften;

Gelet op de inf fiche die bij dit college is gevoegd;

BESLIST een gunstig advies uit te vaardigen voor de aanvraag tot erkenning van Urban Step.

2 annexes / 2 bijlagen

UrbanStep_Fiche informative_2025-2029_NL.docx, UrbanStep_Fiche informative_2025-2029_FR.docx